

Un număr vechiu 10 lei

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINĂ — JURISPRUDENȚĂ — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICĂ — FINANȚE — SOCIOLOGIE

Director: N. C. SCHINA

COMITETUL DE REDACȚIE:

TR. ALEXANDRESCU Fost Prim-Presed. Trib. Avocat	ALEX. CERBAN Profesor la Facultatea de Drept, București	IOSEF G. COHEN Avocat	GR. CONDURATU Consilier la Curtea de Apel București	RENÉ DEMOGUE Profesor la Facultatea de Drept din Paris	ALFRED JUVARA Dr. în Drept din Paris Avocat
D. NEGULESCU Profesor la Facultatea de Drept, București	I. GR. PERIȚEANU Avocat	C. SIPSOM Profesor la Facultatea de Drept, București	C. STOEANOVICI Dr. în Drept din Paris Avocat	P. VASILESCU Dr. în Drept din Paris Avocat	AL. VELESCU Dr. în Drept din Buc. Avocat

Secretar de Redacție: E. C. DECUSARA, Dr. în drept din Paris, Directorul Statisticii Judiciare

Membru corespondent pentru Paris: EDOUARD LÉVY, Dr. în Drept, Avocat, Paris.

ABONAMENTUL

Un an p. Bănci, Case Comerc. și Autorit. 480 lei
„ Magistrați și Avocați fără supl. 240 „
6 luni prețul de sus pe jumătate

APARE ODATA PE SAPTAMANA

În lunile Iulie și August
apare odată la 2 săptămâni

Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

Redacția și Administrația

București, Artelei, 5 și Rahovei, 5
Lângă Palatul Justiției
— TELEFON 13/29 —

Rugăm stăruitor pe d-nii. abonați din provincii a nu mai aștepta alte invitațiuni, sau sosirea încasatorilor, și a bine voi să trimită achitarea abonamentului prin mandat poștal, direct la administrația ziarului „Curierul Judiciar“, București, Rahovei, 5, notând pe cotorul mandatului „pentru abonamentul datorat partida No..“

SUMAR

— De l'évolution de la théorie du contrat depuis un siècle, par le Mr. Professeur René Demogue;

— Constatarea decesului militarilor morți sau dispăruți în timpul războiului. Care este instanța competentă să confecționeze actul de deces? de d-l judecător C. A. Georgescu.

JURISPRUDENȚA:

— Curtea de Casație s. II: Ștefan Stancu R. Popescu cu Ana C. Stancu ș. a. (Cum se poate face dovada filiației? Art. 282, 179, 294 și 295 C. civ.);

— Idem: Ministerul de Interne cu Angela Dr. Steurman (Acțiunile în justiție nu pot fi semnate de Directori. Art. 1, 4 și urm. legea de org. a Minist. de Interne din 919 cu mod. din 919);

— Curtea de apel Buc. II: V. Livianu cu Luca Grünberg Livianu (Dacă identitatea de nume poate fi suficientă pentru a invalida o schimbare de nume) cu o Notă;

— Curtea de apel Craiova I: Ana Gănescu cu Vasile Popescu (Regulamentul legii agrare are putere de lege, deși completează legea), cu o Notă de d-l avocat Dem. D. Stoienescu;

— Curtea de apel Galați s. II: Radu și D. Calciu cu Ghiță Dumitrescu (Dacă actele civile — vânzările de imobile — sunt cuprinse în prohibițiunile art. 1 din legea dela 22 Dec. 1916 relativă la streimi?);

— Trib. Ialomița II: N. T. Gheorghe cu Ion D. Apostol (Acțiune insuficient umbrată însă primită de judecător și admisă. Dacă se poate anula acțiunea pe cale de apel, ca netimbrată? Art. 111 Fr. civ. 21, al. 1, 49, 60, al. 1 și 81 l. timbrului), cu o Notă de d-l avocat Aristid Economescu;

— Judecatoria Ocol I București: Florica Crăsnaru cu Ecaterina Irimescu (Dacă soția divorțată mai are dreptul de a locui imobilul părăsit de soțul locatar?), cu o Notă de Iper.

— Recenzie de d-l Alex. Velescu.

— Jurisprudența străină: 1. Lucru judecat. Accident de tramvai. Ordonanță de neurmărire. Acțiune civilă. Abuz de încredere. Acțiune civilă. — 2. Abuz de încredere. Bancher. Titluri remise spre acoperire. Deținere a excendentului. — 3. Mandat. Abuz. Vânzare de bijuterii. Sumă depășind 160 lei. Inceput de probă scrisă. Probă testimonială. — 4. Act de comerț. Comisionar-voiajor. — 5. Garanție. Nepredare. Rădicarea mărfii vânzătorului de un terțiu. Chemare în garanție. Competență.

De l'évolution de la théorie du contrat depuis un siècle.

Sous une immobilité de la plupart des textes, la théorie du contrat tend à se transformer depuis la promulgation du code Napoléon. Il y a un siècle s'est dessinée une conception nette et rigide ressemblant bien par là à toutes les productions de l'esprit à cette époque: qu'il s'agisse des arts ou de la littérature. Par ailleurs cette théorie se rattachait aux idées individualistes alors dominantes. Elle peut se résumer ainsi: Au dessus des rapports privés plane la loi positive qui est la traduction plus ou moins parfaite d'un droit naturel, un et immuable. Comme celui-ci elle tend à l'éternité. Chaque citoyen, pourvu qu'il la respecte, est libre. Il ne peut être obligé que par la faute dont il a eu conscience ou par le contrat qu'il a souscrit. La convention, bien que l'art. 1139 du code Napoléon (art. 939 c. civ. roumain) la qualifie de loi des parties, se trouve placée à un niveau très inférieur. Elle n'a qu'un effet relatif (art. 1165 Nap., art. 973 roumain). Car la volonté de ses auteurs ne peut restreindre celle des autres personnes.

D'autre part, la convention ne résulte que de la volonté des parties. Elle est oeuvre essentiellement volontaire et privée. Le juge la constate, mais sans y collaborer. La loi se contente de la respecter et de l'appliquer si elle contient tous les éléments de validité exigés.

Mais cette réunion des volontés privées des auteurs de l'acte suffit. Le formalisme est réduit à son minimum. Le concours des volontés suffit par un mystérieux déclin à engendrer l'obligation.

Ce système convenait bien à une société bourgeoise, à un pays surtout agricole comme la France

d'il y a un siècle, société simple où la vie se limitait à un assez faible nombre de contrats de médiocre envergure.

Mais la société en Europe s'est transformée : la grande industrie, le grand commerce sont apparus. Pour réaliser de vastes opérations, de larges ententes, de grands groupements se sont formés. On a vu les groupes s'opposer aux groupes ou au public. De nouvelles idées juridiques devaient sortir de là.

Une des plus importantes transformations qui découle de ce changement, c'est la tendance à développer à côté ou plutôt au dessus des contrats anciens, actes purement individuels, des contrats de réglementation. Ceux-ci sont comme des cadres dans lesquels peuvent se former les contrats individuels, un peu comme les lois constitutionnelles qui déterminent de quelle manière les lois ordinaires peuvent être votées. Ils facilitent une véritable réglementation privée et permettent la conclusion dans des conditions meilleures, plus rapides de contrats spéciaux.

La forme la plus nette de ces contrats d'un genre nouveau est le contrat collectif de travail, dans lequel le ou les patrons, d'un côté, le syndicat ouvrier de l'autre arrêtent par avance les conditions dans lesquelles se passeront les contrats d'embauchage des ouvriers et la tendance est bien de faire de ce contrat un acte de réglementation dominant les conventions individuelles. La loi française du 25 mars 1919 (art. 319), dit que entre personnes liées par la convention collective, les règles déterminées par celles-ci s'appliquent nonobstant toute stipulation contraire. Cette solution est d'autant plus importante qu'avant cette loi la jurisprudence se prononçait en sens opposé. La convention collective tend dans son ensemble à devenir la loi privée de la profession.

D'autres institutions du même genre existent déjà depuis longtemps. Le contrat de mariage portant adoption du régime dotal est un contrat qui réglemente vis-à-vis des tiers eux-mêmes les conditions dans lesquels les époux peuvent passer des contrats sur les biens dotaux. Le compte courant réglemente les effets des remises que se feront les parties.

D'ailleurs, en dehors des contrats, on voit apparaître des actes où se discerne la même tendance réglementaire. En première ligne se trouve le règlement d'atelier. Les patrons tendent à y voir une loi de l'atelier s'imposant à tous les ouvriers qui y rentreront. Mais la jurisprudence résiste. Elle n'y voit qu'une offre de conditions de travail qui n'a de valeur que si l'ouvrier l'a acceptée au moins tacitement. A cette solution contractuelle, s'oppose ici la tendance réglementaire qui apparut à l'étranger dans certaines législations où le règlement est déposé à un Bureau public avant d'entrer en vigueur.

Nous avons donc certains contrats plus puissants que les contrats ordinaires. Ces contrats eux-mêmes peuvent quant à la durée avoir une force que jusque-là on n'avait pas aperçue. La jurisprudence a reconnu (Cass. 25 juin 1907) que rien ne limitait obligatoirement la durée des conventions. Celles-ci peuvent donc être perpétuelles et par là acquérir une importance qui les rapproche de la loi.

Un autre trait du contrat tel qu'on le concevait en 1804, c'était de se conclure en principe sans formalités. Les actes solennels étaient en petit nombre. Mais sans qu'on s'en soit toujours suffisamment aperçu, le formalisme, qui s'était pendant longtemps estompé peu à peu, tend à renaître. Sous sa forme primitive, alors qu'il entourait l'acte de cérémonies parfois bizarres, souvent compliquées, il appartient au passé. Mais par ailleurs, en tant qu'il vise à donner sécurité, en établissant nettement que tel acte a été conclu, il présente une importance grandissante. Mais ce ne sont plus ces solennités d'autrefois imposantes et gênantes, c'est une forme souple et commode, réduite au minimum. Aussi voit-on apparaître le formalisme dans les institutions les plus modernes et spécialement dans le droit commercial. C'est ainsi, a jugé la cour de cassation de France, que la demande de wagons au chemin de fer pour des transports importants n'est valable que faite par écrit. Une lettre suffit, mais encore faut-il l'adresser. Une demande verbale ne suffit pas. Ce formalisme réduit au minimum consistant à exiger une simple lettre est bien dans la tendance actuelle.

En outre les publicités, que des lois de plus en plus nombreuses imposent pour certains actes, sont aussi du formalisme, d'autant plus que l'obligation légale, d'après les interprètes, ne peut être suppléée par la connaissance de fait que les tiers pourraient avoir de l'acte.

Les contrats comme les actes juridiques en général tendent à une formation assez assouplie à un autre point de vue. Tandis que la lecture du code civil éveille plutôt l'idée d'actes se formant en un trait de temps, par un concours de volontés, la conception moderne qui tend à se développer est plutôt celle d'un contrat ou d'un acte se formant peu à peu par l'apparition successive de ses divers éléments. Une volonté se cristallise d'abord dans une promesse unilatérale de contrat, puis l'autre volonté se manifeste par l'utilisation de cette promesse. Un contractant incapable manifeste sa volonté sous réserve de se faire autoriser, etc. Ainsi le contrat se construit peu à peu par la réunion successive de ses divers éléments. Il peut se trouver précédé d'avant contrats.

Le juge pendant longtemps était envisagé comme n'ayant d'autre rôle à propos des conventions que

de constater à l'occasion la régularité de leur formation pour en déduire des conséquences. C'était le corollaire des théories libérales en vertu desquelles le contrat est l'oeuvre exclusive des parties, dans les limites de l'ordre public. Mais une convention n'est pas le produit de la fantaisie de ses signataires. Elle est le résultat d'une nécessité sociale. Aucun homme ne peut vivre sans de continus contrats avec ses semblables. Le juge doit donc en faciliter la formation. Si devant lui il apparaît que les parties se sont entendues sur les points principaux, mais qu'à leur insu il y a eu désaccord sur des points accessoires soulevés, il doit dire qu'il y a eu contrat et régler au mieux les questions secondaires. L'art. 2 du code fédéral suisse des obligations admet des idées de ce genre. «Si les parties se sont mises d'accord sur les points essentiels, le contrat est réputé conclu lors même que des points secondaires ont été réservés».

Le juge peut donc être un collaborateur des parties dans la formation d'un contrat. C'est pour cela que dans un autre cas : lorsque le tribunal ordonne une adjudication, mais que les copropriétaires vendeurs sont en désaccord sur les clauses à insérer au cahier des charges, il peut selon nous arbitrer quelles sont celles qu'il convient d'inscrire pour arriver à la vente la plus avantageuse.

Ce droit du juge n'est d'ailleurs qu'un aspect plus général de sa mission. Il n'a pas seulement à constater des faits et à dire ensuite le droit qui leur est applicable. Cette conception d'accord avec les tendances individualistes fait place à une autre. Comme il importe au bon ordre social que les intérêts privés reçoivent satisfaction, le juge doit collaborer à ce résultat lorsqu'il en est sollicité. Il le fait en permettant à un contrat déjà largement ébauché d'arriver à sa perfection. De même, en dehors des cas où le code civil permet à la Justice de nommer des administrateurs, il peut procéder à cette mesure toutes les fois que des patrimoines risquent de rester à l'abandon. Le juge n'est pas simplement chargé de *jus dicere*. Il participe à la gestion des intérêts menacés, non pas à la façon des Administrations qui peuvent intervenir d'office, mais lorsqu'il en est requis par un intéressé.

Les effets du contrat ne sont pas moins en voie d'évolution. Le principe du code civil (art. 1165 Nap. et 973 roum.) issu directement d'idées individualistes, comme le principe voisin de l'autorité relative de la chose jugée, c'est que la convention n'a qu'un effet relatif. Mais ceci tend à se restreindre à cette idée que les tiers ne sont pas tenus d'exécuter la convention. Celle-ci a une existence à leur égard. Un créancier venant à la faillite de son débiteur est obligé de tenir compte de l'existence d'autres créanciers.

Bien plus la convention peut produire des effets favorables aux tiers. La stipulation pour autrui si étroitement admise dans le code civil est aujourd'hui reconnue valable de la manière la plus large. Inversement les tiers qui ne sont pas tenus d'exécuter le contrat sont obligés jusqu'à un certain point de le respecter. Depuis vingt ans, s'est dégagée la théorie de la responsabilité du tiers complice de la violation d'une obligation contractuelle.¹⁾ C'est ainsi qu'il a été fréquemment jugé que si un employé est engagé chez un patron pour un temps déterminé, au cas où un tiers le décide à rompre abusivement son contrat, en lui offrant un emploi plus rémunérateur, ce tiers est exposé à une action en dommages intérêts du patron lésé. Il est responsable dès qu'en connaissance de cause, il provoque un contractant à rompre son contrat ou l'aide à ne pas l'exécuter.

Enfin le contrat collectif de travail ne tend-il pas à obliger des tiers : les divers adhérents au syndicat signataire ? Ceux-ci se trouvent liés par les décisions de la majorité ou par celles des chefs du groupement.

Si le contrat gagne ainsi de force en étendue, en durée au contraire il tend à s'affaiblir quant à son immutabilité. Le développement des idées sociales tend, à mesure qu'il doit s'appliquer pendant un temps plus long, à confronter l'intérêt relatif que présentent, d'un côté, le respect de la promesse faite, de l'autre, l'utilité sociale.

Déjà des applications importantes de cette notion ont été faites. La théorie du moratorium, c'est-à-dire celle de délais spéciaux pour les débiteurs présumés atteints par la guerre en est un exemple. La loi française du 18 janvier 1918 sur la résolution des contrats antérieurs à la guerre en est un autre.

Mais à côté de cette législation temporaire, il y a un principe qui, mal accueilli des juridictions civiles, a reçu une certaine consécration en France des tribunaux administratifs : c'est la théorie de l'imprévision. Elle devait naturellement se faire jour de ce côté-là où l'on rencontre plus souvent des actes à très longue application. Or à mesure qu'un contrat dure plus longtemps, il ne peut rester immobile. Il doit, comme toute chose qui dure, vivre, c'est-à-dire, en sacrifiant quelque chose aux contingences nouvelles, conserver dans un monde nouveau ce qu'il peut contenir d'essentiel. C'est ainsi que dans un cas voisin, les Anglais pour les fondations très anciennes qui ne répondent plus à leur but, ont admis la *Cy pres doctrine* qui permet de modifier la fondation suivant les besoins de la société actuelle.²⁾

Dans un autre cas, la jurisprudence civile ad-

1) v. *Pierre Hugueney*, thèse, Dijon, 1910.

2) v. *Jean Escarra*, Les fondations en Angleterre, thèse, Paris 1907.

met une modification du contrat. Lorsqu'un concessionnaire de service public : fourniture d'électricité, d'eau, etc., a été autorisé par l'Administration, à raison des circonstances nouvelles à modifier ses tarifs, il peut le faire non seulement vis-à-vis des abonnés nouveaux, mais même vis-à-vis des anciens. Leurs contrats sont considérés comme dans la dépendance de la concession elle-même qui est modifiable. Ainsi de tous côtés, sous l'empire d'une conception plus sociale, le droit des contrats se modifie.

RENÉ DEMOGUE.

Constatarea decesului militarilor morți sau dispăruți în timpul războiului.

Care este instanța competentă să confecționeze actul de deces ?

Interpretarea legii decretată cu No. 3244/916 cu modificările ulterioare prin decretule-legi No. 70 918, 4357/919, 2647/920 și legea decretată sub No. 3531/920.

Cartea de judecată civilă No. 15 din 15 Mai 1922 a Judecătoriei Ocolului I Balș-Romanați

O chestiune de vădită importanță care se prezintă astăzi sau se va prezenta în mii de cazuri înaintea instanțelor judecătorești (Judecătoriile de ocoale și Tribunalele) este cea enunțată mai sus și care reclamă o soluțiune grabnică, dat fiind că e trecut de jumătate timpul în care se prescriu drepturile urmașilor celor morți sau dispăruți în războiu (art. 30 penultim alin. din legea din 24 August 1920 și art. 65 din Regulamentul acestei legi pentru a obține titlul definitiv de pensie și pentru care e necesar în primul rând actul de deces al militarului mort sau dispărut, act care nu s'a confecționat la timp din cauza împrejurărilor de război; prin urmare dela început e vorba de actul de deces perfect valabil pe baza căruia să se libereze de Ministerul de Război (Serviciul Pensiuilor) titlul de pensie iar nu un certificat de înlesnire de trai sau ajutor astăzi în vigoare și pentru care s'a prevăzut proceduri mai simple la constatarea decesului prin diferite decrete-legi;

Referitor la această chestiune avem credința că există actualmente o adevărată confuziune. În adevăr unele instanțe judecătorești au hotărât în cazuri similare sau în legătură cu acestea ches iune și în anul 1921, fără să țină seamă de legea decretată cu No. 3531 în anul 1920, ultima modificare a legii prime decretată cu No. 3244/916; iar articolul publicat cu acelaș titlu ca cel de sus în „Curierul Judiciar“ No. 42 din 27 Noembrie 1921 după ce discută foarte bine chestiunea până la decretul-lege No. 2647/920 inclusiv, păcătuiește de aceiaș lipsă, nu pomeniește adică nimic de legea decretată cu No. 3531 din acelaș an 1920 și ultima care credem noi tranșează definitiv chestiunea după cum vom arăta. Ceeace e mai curios e faptul că în loc să cauți și să consulți 5 decrete-lege care s'au modificat unele pe altele și în toate aceste un singur articol, art. 27 care e referitor, să putea legifera în această privință, se putea face o lege specială. Există deci o lacună în noianul de legi cu care de altfel țara noastră ține și dânsa recordul și s'ar fi putut astfel să fim scutiți și de spectacolul trist de a vedea pe urmașii celor dispăruți în războiul neamului și în special vă-

duvele, colindând pe la ușile Primăriilor, cercurilor de recrutare sau judecătoriilor;

Luăm dar voia să expunem și părerea noastră care soluționează această chestiune prin cartea de judecată care urmează, în sensul unei declinări de competență, luându-se aceste cazuri din judecata Judecătoriilor de Ocoale și dându-se în competența Tribunalelelor. Socotim că și Tribunalele vor adopta această soluțiune și nu va mai fi nevoie ca Inalta Curte de Casație să hotărască un regulator de competență, afară numai dacă nu ne înșelăm, chestiunea e chiar pendinte înaintea Inaltei Curți.

JUDECĂTORIA OCOLULUI I BALȘ-ROMANAȚI

Audiența dela 15 Mai 1922

Cartea de judecată civilă No. 15

Asupra cererii înregistrată la No. . . pentru a se constata decesul lui . . . dispărut în războiul 1916—19, act de deces necesar pentru regularea drepturilor la pensie a urmașilor săi orfani;

Având în vedere că primele dispozițiuni și singurele de altfel referitoare la constatarea decesului celor morți sau dispăruți în război se găsesc în legea decretată sub No. 3244 din 21 Decembrie 1916 relativă la reformarea militarilor grade inferioare pentru boale sau infirmități contractate în timp de război și la acordarea de pensii și ajutoare, și unde la titlul V despre pensii acordate familiilor militarilor grade inferioare morți în timpul războiului și ajutoare celor dispăruți, art. 27 spune:

«Văduva, copiii și părinții militarului care nu s'a întors la corpul lui de trupă împreună cu armata, vor avea dreptul la un ajutor lunar egal cu jumătate din pensiunea la care ar fi avut drept dacă soțul, tutorul sau fiul lor ar fi murit în timp de război;

«Acest ajutor se va plăti pe timp de 6 luni dela data trecerii armatei pe picior de pace;

«Dacă după acest termen dispărutii nu se pot prezenta, autoritățile comunale sunt obligate după cererea celor interesați a procedea la investigațiuni și la îndeplinirea formelor pentru ca judecătoriile de ocoale pentru cei din comunele rurale, și tribunalele pentru cei din comunele urbane, să constate decesul, ținând seamă și de constatările Ministerului de Război, ce vor fi neapărat prezentate în instanță, fie de cel interesat, fie din oficiu, în urma cererii instanței respective;

«Decesul fiind definitiv constatat, cei în drept vor putea cere recunoașterea dreptului lor la pensie potrivit celor coprinse în legea de față»;

Având în vedere că aceste dispozițiuni din art. 27 sunt coprinse într-o lege specială pentru pensii și ajutoare și că deci în legislația noastră nu există norme generale categorice pentru asemenea cazuri, cum pe de altă parte titlu V menționat conține dispozițiuni cu caracter provizoriu, urmează să cercetăm modificările legii care ulterior au avut loc pentru că treptat cu ele a fost modificat și art. 27 și cum trebuie interpretat acest articol în ultima modificare în vederea găsirii unei forme legale pentru constatarea decesului unui militar dispărut în război și în adevăr:

Văzând dispozițiunile decretului-lege No. 70 din 10 Ianuar 1918 (Monitorul Oficial 242 din 12 Ianuar 1918), care modifică în parte legea primă decretată cu No. 3244/916 dar lasă nemodificat articolul 27;

Având în vedere și decretul-lege No. 4357 din 16 Octombrie 1919 (M. Ofic. No. 149 din 21 Oct. 919), prin care se introduc din nou unele modificări în legea din 1916 și atunci art. 27 e înlocuit cu următorul:

«Văduva, copiii și părinții militarului care nu s'a întors la corpul lui de trupă împreună cu armata, fiind contat în pozițiunea de dispărut, vor avea dreptul la o pensie provizorie de clasa I-a socotită după situația de familie . .

Această situație provizorie de pensie neputând să dureze timp îndelungat, cercurile de recrutare au obligațiunea să ia urgente măsuri ca imediat ce s'a liberat urmașilor dispărutului titlu de pensie provizorie, să ceară primăriei

respectiv un certificat că dispărutul nu s'a mai întors în comună dela data mobilizării iar dela corpul unde a fost mobilizat

Cu aceste 2 acte și orice alte probe sau mărturii vor avea urmașii, cercul de recrutare va deschide acțiune la tribunale pentru cei din orașele reședințe de județe și la judecătorii pentru cei din comunele urbane și rurale — cari vor ține seamă de constatările făcute și de probele ce se vor mai face — fie de cercul de recrutare sau de cei interesați, pentru a da o hotărâre care să țină loc de act de moarte. Tribunalele și judecătorii vor pune termene apropiate . . .

După obținerea hotărârii și transcrierea ei în registrul de stare civilă la primăria ultimului domiciliu, dinainte de mobilizare a dispărutului, se va libera urmașilor titlul definitiv de pensiuine, socotită tot în clasa, anulându-se pensiuinea acordată provizoriu.

Deși acest decret-lege părea să tranșeze chestiunea prin același art. 27 care a rămas tot referitor la constatarea decesului de oarece din partea finală a textului unde se vorbește de transcrierea hotărârei și titlul definitiv de pensiuine, se vede că legiuitorul a voit cu această ocazie să ia o măsură generală pentru completarea lacunei din legislația noastră care nu a fixat norme pentru constatarea decesului unui militar dispărut în război; cu toate acestea legiuitorul revine și ambele decrete-legi sunt abrogate prin decretul-lege No. 2647/920 (Monit. Oficial No. 61 din 19 Iunie 1920;

Văzând și dispozițiunile acestui decret-lege prin care cazurile de deces ale militarilor morți sau dispăruți în timpul războiului precum și rașterile sau căsătoriile ce urmează a fi dovedite prin acte de stare civilă pentru obținerea dreptului la pensiuine a urmașilor a celor care au luat parte la război vor putea fi constatate de judecătorii de ocoale în lipsă de acte de stare civilă pe temeiul dovezilor prevăzute de art. 33 cod. civ.;

Cărțile de judecată date astfel nu vor putea fi înscrise în registrele de stare civilă și vor servi numai pentru obținerea dreptului de pensiuine până la reconstituirea registrelor de stare civilă distruse sau dispărute în timpul războiului;

Văzând și motivele care au determinat acest decret-lege, în raportul care îl însoțea și cu care s'a cerut aprobarea regală în care se spune că pentru a nu se întârzia regularea drepturilor în pensiuine a urmașilor celor morți în război s'a luat constatarea din competența Tribunalelor fiindcă procedura în fața lor e prea lungă și costisitoare. Dar că avându-se în vedere importanța actelor de stare civilă pentru redactarea cărora trebuiesc luate garanțiile cele mai puternice s'a restrâns validitatea acestor acte întocmite în acest chip numai pentru așezarea drepturilor la pensii până se vor întocmi acte de deces valabile pentru militarii morți în război;

Considerând însă că prin acest din urmă decret lege se creia o nouă stare provizorie care nu putea dura iar pe de altă parte se dăduseră atâtea hotărâri în temeiul decretului lege No. 4357/919 și care până la data de 19 Iunie 920 probabil că s'au transcris în registrele de stare civilă; constatăm atunci că la 24 August 1920 adică după 2 luni numai intervine legea decretată cu No. 3531 (Monit. Of. No. 119 din 2 Sept. 1920) astăzi în vigoare și prin care în art. I se ratifică numai dispozițiunile decretului No. 70 din 10 Ianuarie 1918 (Monit. Of. 242/918) privitor la modificarea unor art. din legea decretată sub No. 342/916; iar prin art. 4 se prevede punerea în aplicare cu începere de la 1 Aprilie 1920 și se abrogă dispozițiunile decretului lege No. 4357/918 (Monit. Of. 149/919), ale celui cu No. 2647/920 (Monit. Of. 61/920) precum și ori ce alte prescripțiuni anterioare contrarii;

Având în vedere că și art. 27 se modifică și în partea finală referitoare la chestiunea constatării decesului celor dispăruți în război se arată că: „Membrii familiei dispărutului având dovezi de ori ce natură care să confirme moartea dispărutului vor putea cere instanțelor judecătorești competente constatarea decesului potrivit dispozițiunilor cod. civil sau legilor speciale care vor stabili situațiunea juridică a celor dispăruți. In acest caz urmașii înscriși la pensiuine vor trebui să prezinte Ministerului de război Serv. Pensiilor hotărârea definitivă dată asupra morții celui dispărut“;

Văzând și dispozițiunile art. 56—58 din regulamentul acestei legi decretat sub No. 5336/920 (Monit. Of. 220) din 4 Ian. 1921.

Având în vedere dar că potrivit acestor texte de lege în lipsă de ori ce altă lege specială care să stabilească situațiunea juridică a acelor dispăruți urmează să ne referim la dispozițiunile cod. civ.

Considerând ca aceste dispozițiuni sunt cuprinse în art. 33 (cod. civ.) care capătă astfel în cazul de față o extindere specială și atunci instanța competentă se constată decesul este numai Tribunalul iar nu Jud. de Ocol de oarece prin art. 50 din legea jud. de ocol se prevede competența acestor instanțe în privința actelor de notariat;

Că astfel fiind judecata urmează să-și decline competența;

Pentru aceste motive, în virtutea legii, hătărăște, declină competența pentru a constata decesul dispărutului și dispune etc.

CONST. NIC. GEORGESCU

Judecător

Balș—Romania

INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE S. I

Audiența dela 5 Octombrie 1921

Președenția d-lui GH. V. BUZDUGAN, Președinte

Ștefana Stanciu R. Popescu cu Ana C. Stanciu și alții

Decizia No. 780

Filiațiune legitimă. — Cum se poate face dovada ei. — Art. 292, 179, 294 și 295 c. c.

Dovada filiațiunii legitime nu se poate face numai cu actul de naștere, cum pare că autorizează art. 292 c. c., căci acest act nu dovedește decât faptul nașterii din partea mamei; pentru filiațiunea legitimă se cere dovada identității celui care reclamă această stare, cu copilul născut, dovada căsătoriei părinților prin actul lor de căsătorie, sau posesia de Stat în cazul art. 179 c. c., cum și dovada că reclamantul a fost conceput, ori născut în timpul căsătoriei.

Curtea,

Ascultând raportul făcut în cauză de d-l consilier D. Florescu, pe d-l avocat Ioanid în dezvoltarea motivelor de casare și pe d-l av. Ștefănescu-Priboi în combateri;

Deliberând,

Asupra recursului făcut de Ștefana Stanciu R. Popescu, cu autorizațiunea soțului său, contra deciziei No. 224/920 a Curții de Apel București s. II-a, dată în proces cu Ana C. Stanciu și alții pentru revendicare.

Văzând motivele I, II și III de casare:

I. «Exces de putere și violarea art. 295 și 294 c. c. Intr'adevăr tatăl meu Marin Vlad fiind mort, și din extrasul meu

de naștere aflat în dosarul cauzei constatându-se că eu sunt fika legitimă a decedatului Marin Vlad, Curtea respingându-mi acțiunea întrucât nu mi-ași fi dovedit calitatea de copil legitimă a lui Vlad Marin, comite un exces de putere și violarea sus menționatele texte de lege, întrucât pentru dovedirea posesiunii de Stat nu se cere nici o condițiune spre a o constata cu martori ceea ce nu am făcut.

II. «Omission esențială și nemotivare. Intrădeavăr am cerut în instanță că în cazul când Curtea ar crede că certificatul primăriei com. Bucoveni dat chiar de pârâtul apelant I. V. Bucoveanu nu ar fi complet să-mi admită a-l completa în sensul că registrele stărei civile a com. Bucoveni, căsătoria mamei cu tata nu a fost trecută din cauza neglijenței funcționarilor comunali; dovadă că și altor persoane li s'a dat asemenea certificate și dacă s'a omis de primar această observație a făcut-o intenționat într-un cât era interesat în proces ca pârât fiind

III. «Exces de putere și violarea art. 33 c. civ. Intrădeavăr după cuprinsul acestui articol în lipsă de registre de stare civilă și când sunt în neregulă ținute, actele de stare civilă se pot dovedi cu martori, etc.»

Având în vedere că, prin decizia supusă recursului Curtea de Apel a respins acțiunea prin care recurenta revendică de la intimați un teren de cultură și loc de casă situat în com. Bucoveni, jud. Ilfov și cu care defunctul Marin Vlad, a cărui fiică legitimă, recurenta pretinde că este, a fost impropriat în 1864;

Că, pentru a decide astfel, Curtea de fond constată și motivează că recurenta, în dovedirea filiațiunii sale legitime a prezentat numai actul de său de naștere, în care se prevede că intrădeavăr este fiică legitimă a lui Marin Vlad, rezultată din căsătoria acestuia cu Leana; că însă dânsa neputând prezenta și extractul de căsătorie al părinților săi, a cerut proba cu martori pentru a stabili în favoarea sa posesiunea de Stat de fiică legitimă pe care însă nu a putut-o dovedi;

Că, prin motivele de casare formulate, se critică deciziunea Curții de fond, pentru exces de putere, omisiune esențială și violarea regulilor prescise de c. civ. cu privire la dovedirea filiațiunii legitime;

Considerând că este neîntemeiat, în drept, susținerea recurentei cum că filiațiunea sa legitimă ar fi suficient dovedită prin actul său de naștere în conformitate cu disp. art. 292 c. civ. căci deși redacțiunea acestui articol ar părea să autorizeze o asemenea susținere, în realitate însă actul de naștere nu dovedește decât faptul nașterii din partea mamei, iar pentru stabilirea filiațiunii legitime se cere dovada idendității aceluia ce reclamă această stare cu copilul născut, căsătoria părinților cu actul lor de căsătorie, sau prin posesie de Stat în cazul excepțional autorizat de art. 179 c. civ. cum și faptul că reclamantul a fost conceput ori născut în timpul căsătoriei;

Considerând că, în specie, Curtea, ne luând în seamă simplul act de naștere pentru dovada filiațiunii legitime a recurentei și de altă parte, din depunerile martorilor neputând constata îndoita posesie de Stat invocată, adică atât a recurentei de fiică legitimă cât și cea a părinților ei de soți căsătoriți, cu drept cuvânt i-a respins acțiunea intentată în acea calitate, făcând prin această o exactă aplicațiune a principiilor referitoare la materie.

Considerând, în ce privește omisiunea invocată în cel de al 11-lea motiv, că ea nu este esențială, întrucât dovada cu martori asupra căreia Curtea nu se pronunță, nu putea avea rezultat decât tot stabilirea posesiunii de Stat, pentru care i-s'a admis recurentei de Tribunal proba cu martori și pe care n'a reușit să o facă.

Că prin urmare, motivele de recurs sunt nefondate și urmează a fi respinse.

Pentru aceste motive, Curtea respinge etc.

INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE S. I

Audiența dela 2 Decembrie 1921

Președenția d-lui GH. V. BUZDUGAN, Președinte

Ministerul de Interne cu Angela Dr. Steurman

Decizia No. 1024

Administrațiune publică — Intentare de acțiuni. — Drept care nu poate fi exercitat, în lipsă de text expres, decât de capul administrațiunii. — Art. 75 pr. c. și 21 legea de organizare a domeniilor Statului.

Organizarea Ministerului de Interne. — Atribuțiunile Ministrului, Secretarului general și a Directorilor de servicii. — Acțiunile în justiție nu pot fi semnate de Directori. — Art. 1, 4 și urm. legea de organizare a acestui Minister din 1913 cu modificările din 1919.

Dreptul de a intenta acțiuni în justiție, în numele unei administrațiuni publice presupunând capacitatea pentru cel care o face, de a se putea obliga în numele administrațiunii și a-i angaja patrimoniul, — el nu poate fi exercitat, în lipsă de text special, decât de capul administrațiunii, el având și răspunderea conducerii, — art. 75 pr. c. și 21 din legea de organizare a domeniilor Statului, reglementând citarea în justiție a Statului, face aplicațiunea aceluiași principii.

Potrivit art. 1 din legea dela 1913, pentru organizarea Ministerului de Interne, Ministrul este capul tuturor serviciilor aceluia departament, putând conform art. 3 să delege parte din puterile sale, Secretarului general, Directorii de servicii având atribuțiuni mărginite — art. 4 și urm. din lege — în conduerea direcțiilor pentru a expedia hârtiile și nici unul din ei, nici cel al serviciului contencios, astăzi după modificarea din 1919, Directorul general al serviciului secretariatului și personalului, neavând vre-un drept de a reprezenta pe Ministru, nu pot intenta, deci semna, acțiuni în justiție în numele Ministerului de Interne. Cu atât mai mult nu pot delega altora un asemenea drept.

Curtea,

Ascultând citirea raportului făcut în cauză de d-l consilier Gr. Ștefănescu, pe d-l avocat C. Plesnilă în susținerea motivelor de casare și pe d-l avocat H. Șuțu în combateri.

D-l Procuror Al. N. Gane în concluziuni pentru admiterea recursului.

Deliberând,

Asupra recursului făcut de Ministerul de Interne în contra deciziunii No. 75/921 a Curții de Apel Iași s. I, dată în proces cu Angela Dr. Steurman, ca tutoare legală, pentru plata de chirie și evacuare de imobil.

Văzând ambele motive de casare, astfel formulate:

I. «Exces de putere și violarea art. 3, 13 și art. 8 în redacțiunea lui nouă din legea pentru organizarea serviciilor centrale din Ministerul de Interne, dată prin decretul-lege No. 2191 din 20 Iunie 1919, publicat în «Monitorul Oficial» No. 52 din 22 Iunie 1919;

«In adevăr, după desființarea direcțiunii islazurilor din Ministerul de Interne, de care depindea serviciul de contencios, prin modificarea de mai sus a art. 8, el trece direcțiunii secretariatului. Prin ignorarea acestei modificări se explică eroarea Curței, care afirmă că atribuțiunile de contencios aparțin altei direcțiuni, iar nu a secretariatului, referindu-se

la vechiul text al art. 8, când exista direcțiunea islazurilor, pentru a scoate și de aci un motiv al lipsei de calitate a celui ce a dat delegația. Dar Curtea merge mai departe și admitând ipotetic, existența textului, ajunge la aceiași concluzie prin violarea art. 3 și 13, care spun formal că direcțiunile se conduc de șefii lor, după prescripțiunile legii, care semnează orice corespondență, fără a se face nici o distincție, afară de corespondența cu Miniștrii, ceea ce înseamnă că ei pot semna orice acte referitoare la atribuțiunile ce le sunt date prin lege, iar Curtea n'a putut distinge decât prin vădit exces de putere. Și pentru a ajunge aci Curtea face o confuzie între atribuțiunile directorilor pe care le dețin dela lege și atribuțiunile secretarului general, care imparte conducerea și supravegherea generală a Ministerului în baza unei delegațiuni speciale (art. 3 al. final) ceea ce nu e necesar pentru Directori în atribuțiunile ce au.

II. «Violarea art. 75 pr. civ. și art. 21 și următoarele din legea pentru administrarea domeniilor Statului din 28 Martie 1872.

«Curtea, pretinde că, potrivit acestor texte, numai Ministerul poate semna actele privitoare la instanțele judecătorești. Curtea face și aci o regretabilă confuzie, căci aceste texte vorbesc de citarea Statului și administrațiilor publice, care în adevăr se face în numele capului administrațiunii, ceea ce e altceva decât semnarea lucrărilor, pe care de altfel șefii de de servicii o fac tot în numele capului administrațiunii, prin delegația ce au dela lege, alții, ca secretarul general, în baza unei delegațiuni speciale, cum s'a mai decis de Înalta Curte.

«De altfel art. 23 din legea pentru administrarea domeniilor Statului vorbește de dreptul de a semna apel al avocatului Statului, iar art. 21 chiar de dreptul de a fi citat direct. Or, în speță apelul s'a semnat de un avocat al Statului, care în acest caz deține dreptul dela lege, indiferent dacă acel care îi dăduse delegațiunea avea sau nu calitate».

Având în vedere decizia supusă recursului din care rezultă că ministerul de interne atacând cu apel sențiința Trib. Iași prin care era obligat la plată de chirie către intimată și evacuarea imobilului acesteia, — apelul a fost respins de Curtea de fond, ca fiind făcut de o persoană fără calitate, întru cât avocatul Statului l'a semnat pe baza delegațiunii ce i-a fost dată de Directorul general al secretariatului și personalului din minister, iar nu pe baza vreunei delegațiuni dată de ministru sau secretarul său general;

Că, prin motivele de casare se critică din acest punct de vedere deciziunea Curții de fond;

Considerând că, dreptul de a intenta acțiuni în justiție, în numele unei administrații publice, presupunând capacitatea, pentru cel care o face, de a se putea obliga în numele administrațiunii și deci de a angaja patrimoniul Statului, nu poate fi exercitat, în lipsă de text special, de cât de capul acelei administrațiuni, singurul care având conducerea ei are și răspunderea acestei conduceri;

Că, prin art. 75 pr. c. și 21 din legea de organizare a domeniilor statului, reglementându-se citarea în justiție a Statului, se face aplicațiunea aceluiași principii când se statornicește că diversele ministere și administrațiuni publice nu pot fi citate de cât în persoana ministerului, sau capului administrațiunii, afară de administrațiunea domeniilor Statului, — de oare-ce numai aceștia având conducerea și ea atare răspunderea pentru angajarea patrimoniului administrațiunii pot fi citați în justiție și deci pot și intenta acțiuni în interesul acestor administrațiuni;

Având în vedere că, potrivit art. 1 din legea din 1913, pentru organizarea ministerului de interne, ministrul este capul tuturor serviciilor acestui departament; că, el este ajutat în conducerea lor de secretarul general putând conf. art. 3 să delege parte din puterile sale numai acestuia;

Că, directorii generali, cari conduc diferitele servicii centrale, au după cum specifică art. 4 și următorii din

lege, atribuțiuni mărginite în conducerea direcțiunilor ce le sânt încredințate, putând semna și expedia în numele ministrului corespondența cu toate autoritățile publice și nici unul dintr'ansii nu are calitatea de reprezentant al capului administrațiunii centrale a ministerului, care este ministrul, cum o are secretarul general în caz de delegare;

Că și directorul general al serviciului secretariatului și personalului, la care după decretul-legi din 1919, este trecut și serviciul contencios, nu are prin lege de cât tot atribuțiuni mărginite numai în conducerea direcțiunii sale; — dânsul nu are conferit prin nici un text de lege dreptul de a angaja patrimoniul Statului, intentând acțiuni etc. și nici calitatea de reprezentant al ministrului, — astfel că cu drept cuvânt Curtea de fond a decis că nu putea delega avocatului Statului din Iași drepturi pe cari nici el personal nu le are;

Că prin urmare, motivele de casare sânt nefondate, iar recursul are a fi respins;

Pentru aceste motive, Curtea respinge recursul etc

CURTEA DE APEL DIN BUCUREȘTI S. II a

Audiența dela 4 Februarie 1921

Președenția d-lui G. A. MAVRUS, Consilier

V. Livianu cu Leon Grünberg Livianu

Deciziunea civilă No. 18

Nume. — Schimbare. — Opoziție. — Dacă identitatea de nume poate fi suficientă pentru a invalida o schimbare? — Art. 1, 8 și 9 din legea numelui din 17 Martie 1895.

Conform art. 1 din legea numelui din 17 Martie 1895, numele patronimic constituie un drept imprescriptibil și inalienabil, și el nu poate fi schimbat decât conform dispozițiunilor legii, care creiază o excepțiune pentru persoanele care au o cauză bine cuvântată spre a-și schimba numele. O persoană poate adopta orice nume și o altă persoană nu se poate opune — fiindcă și-a luat același nume, dacă nu probează că numele său este istoric. Prin urmare, în speță oponentul având un nume comun, adoptarea lui de către intimat nu-i creiază nici un pr. judiciu imoral sau material.

Curtea, deliberând,

Asupra opoziției făcută de V. Livianu prin petiția adresată Ministerului de Justiție în ziua de 5 Iunie 1919, prin care declară că face opunere la cererea lui Leon Grünberg în acel de Livianu;

Având în vedere că din susținerile părților în instanță concluziunile scrise și actele depuse, se constată că Leon Grünberg, student în medicină, prin petițiunea adresată Ministerului de Justiție în ziua de 3 Septembrie 1918, a cerut să se facă formalitățile necesare spre a fi autorizat să schimbe numele său patronimic de Grünberg, în acel de Livianu, spre a se numi Leon Livianu, că Ministerul în urma raportului No. 35096/918 al Parchetului de Ilfov, care opină pentru admiterea cererii, a dispus a se face publicațiunile cerute de legea numelui, că în urma publicațiunilor făcute în Monitorul Oficial și în ziarele „Viitorul“, „L'Indépendance Roumaine“ și „Dacia“, Ministerul de Justiție a primit opozițiunea sus menționată din partea D-lui V. Livianu, opoziție pe care cu adresa No. 22341 din 27 Iulie 1919, a înaintat-o acestei Curți spre judecare în conformitate cu dispozițiile din legea numelui;

Că tot din aceasta rezultă, că motivele invocate de Leon Grünberg în susținerea cererii sale sunt: că numele de Grünberg e un nume strein, care nu mai corespunde cu sentimentele sale curat românești, sentimente pentru care a dat dovezi luptând pentru idealul scump tuturor românilor; că numele de Grünberg fiind foarte răspândit i se întâmplă confuziuni, supărătoare și prejudiciabile, că pe de altă parte, fiind crescut moralmente și materialmente de unchiul său, care poartă numele de Livianu încă dela 1888, după cum rezultă din certificatul No. 21707/915, al oficiului de stare civilă Focșani și care azi la asociat la comerțul său, a găsit ca o datorie morală să-i adopte numele, iar motivele invocate de oponent sunt: că numai familia și rudele sale purtând acest nume, distinct, de origină latină, nu se poate adopta și de alții cari nu pot să-și schimbe numele. Că dacă o rudă a solicitatorului poartă acest nume, e numai prin abuz;

Având în vedere că în principiu, conf. art. I din legea numelui din 17 Martie 1895, numele patronimic constituie un drept imprescriptibil și inalienabil pentru, care ordinea publică cere imperios că nu se poate schimba, modifica sau adăugi, de cât conform prescripțiunilor legii;

Având în vedere că prin art. 8 și urm. din legea numelui se creiază o excepțiune la acest principiu, dându-se posibilitatea de a-și schimba numele, ori cărei persoane care ar motiva dorința sa, de o cauză bine cuvântată, iar prin art. 9 din aceeași lege se spune că în contra cererilor făcute, se poate face opozițiune de toți cei interesați, până în termen de treizeci zile, după cea de a șasea publicațiune a cererii în Monitor;

Având în vedere că din economia acestor texte de lege precum și din doctrina generală rezultă că o schimbare de nume poate să fie motivată, nu numai de un interes material, dar și de unul moral; iar pentru a motiva o opunere, trebuie ca cineva să aibă un interes real, să sufere un prejudiciu apreciabil, prin apropierea numelui său de un altul; că simplul fapt al posesiunii numelui nu justifică în destul dreptul de a face opozițiune;

Având în vedere că din faptele și motivele sus expuse, rezultă că suplicantele Grünberg are cel puțin un interes moral în sprijinirea cererii sale de a-și schimba numele său de Grünberg în acel de Livianu, cerere care a fost tot astfel apreciată atât de Parchet când s'au făcut primele cercetări, cât și de Ministerul de Justiție când s'a admis facerea publicațiunilor;

Având în vedere că în ceiace privește opoziția, oponentul Virgiliu Livianu, din interogatoriul care i s'a luat în instanță a recunoscut că numele familiei sale este acel de Constantinescu și că numele de Livianu a fost adăugat de tatăl său;

Că mai mult, suplicantele Leon Grünberg a produs chiar extractul de naștere al oponentului sub No. 3158 din anul 1879 în care se vede că e trecut cu numele de Virgiliu B. Constantinescu-Livianu;

Având în vedere că în afară de aceasta, oponentul nu dovedește că prin adaptarea numelui de Livianu de către spicante i s'ar cauza vreun prejudiciu moral sau material, prejudiciu care de altfel nu este posibil, oponentul fiind funcționar superior în Ministerul de Finanțe, iar suplicantele fiind domiciliat în Brăila asociat la comerțul unchiului său;

Având în vedere că așa fiind, oponentul nu aduce în sprijinul opoziției sale, decât identitatea de nume, ori aceasta nu e suficient, numele său nefiind un nume istoric la care să aibă singur dreptul, ci din contră un nume comun, purtat de alții, chiar din familia suplicantului — după cum s'a stabilit — pe care îl poartă

cu acelaș drept ca și oponentul, pentru ambii fiind un nume de împrumut;

Că prin urmare opoziția sa urmează a fi respinsă ca neîntemeiată.

Pentru aceste motive redactate de D-l Consilier I. Ionescu Dolj, Curtea respinge, etc.

(ss) G. A. Mavrus, I. Coandă, N. N. Săulescu, I. Ionescu Dolj, I. Marinovici.

Grefier (ss) C. Sinescu

NOTA. — Deciziunea Curței de Apel București este foarte juridică și bine motivată. Ea confirmă jurisprudența care e constantă în această privință (Curtea de Apel Buc. secția I, decizia No. 185 din 8 Iunie 1909. *Curierul Judiciar* No. 73/909, p. 591). (N. R.).

CURTEA DE APEL CRAIOVA SECȚIA I

Audiența dela 1 Iunie 1922

Președenția d-lui C. POENARU, Prim-președinte

Ana Gănescu cu Vasile Popescu

Deciziunea civilă No. 104

Legea agrară. — Art. 30. — Expropriere mai mare de cât 25% din întinderea moșii. — Regulamentul legii agrare. — Art. 78. — Acțiuni în reziliere. — Judecata lor. — Termenul apelului după regulament, iar nu după dreptul comun. — Regulamentul legii agrare are puterea de lege, deși completează legea?

1. Art. 30 din legea agrară nu arată modul cum se face judecata acțiunilor în reziliere, nici căile de atac, nici termenele, pentru aceasta articolul a fost completat de art. 78 al regulamentului.

2. Regulamentul legii agrare, fiind făcut în baza art. 156 din lege, întocmit de puterea executivă, deși completează legea, fără a o modifica, are putere de lege.

Apelanta Ana Gănescu, asistată de d-l avocat Dem. D. Stoenescu.

Intimatul Vasile Popescu de d-l avocat G. D. Pencioiu.

Curtea,

Asupra apelului făcut de Ana Gănescu, cu domiciliul ales în Craiova la d-l avocat N. Murgășeanu, prin petiția din 6 Februarie 1922 înreg. la No. 709, în contra sentinței civile No. 333/921, a Trib. Olt, prin care i s'a respins ca nesustenută acțiunea ce a intentat în contra arendașului său Vasile Popescu, pentru rezilierea pe baza art. 30 din legea agrară, a contractului de arendare a moșiei sale, contract transcris de Trib. Olt sub No. 566/918, și a mai obligat să plătească acestuia două sute lei cheltueli de judecată;

Având în vedere incidentul ridicat de intimat prin avocatul său relativ la tardivitatea apelului de față;

Având în vedere că din desbaterile urmate în cauză, din actele și lucrările dela dosar, reese în fapt următoarele:

Prin contractul de arendare sub semnătură privată, transcris la Tribunalul Olt sub No. 566/918, Ana Gănescu a arendat lui Vasile Popescu, moșia sa în suprafață de 1500 pogoane, care e situată în com. Mihăești de sus, pe termen de 5 ani, cu începere dela 19 Sept. 1918, și până la 19 Septembrie 1924, cu arendă anuală de 63.000 lei; la 20 August 1921 proprietara a chemat în judecată înaintea Tribunalului Olt pe arendașul său,

conform legii asupra drepturilor proprietarilor, pentru a se declara reziliat contractul de arendare intervenit între dânsii, pe baza art. 30 din legea agrară, deoarece i se expropriase mai mult de 25 la sută din întinderea moșiei, iar Tribunalul prin sentința No. 227/921, depusă în copie la dosar, i-a respins acțiunea ca rău introdusă după legea proprietarilor, deoarece nu era vorba de rezilierea unui drept care să decurgă din însuși contractul de arendă, caz în care putea uza de această lege, rămânând ca dânsa să intenteze acțiunea de reziliere conform dreptului comun; la 16 Octombrie 1921 Ana Gănescu a chemat din nou în judecată pe arendașul său, de astă dată conform dreptului comun, așa cum hotărâse Trib. Olt, prin sentința No. 227/921, pentru a se rezilia contractul de arendare pe baza art. 30 din legea agrară, alegându-și domiciliul prin cererea introductivă la d-l avocat St. C. Deleanu din Slatina; la 17 Noembrie 1921, termenul fixat pentru judecarea cauzei, din lipsa părților, ea a fost suspendată; la 29 Noembrie 1921 prin petiția înreg. la No. 2834 arendașul a cerut redeschiderea dosarului și citarea părților în Camera de Consiliu, conform art. 78 din regulamentul legii agrare, care fusese pus în aplicare dela 6 Noembrie 1921, iar Tribunalul, încuviințând cererea, a dispus citarea părților în Camera de Consiliu pentru ziua de 6 Decembrie 1921, când, lipsind reclamanta prin sentința No. 333/921, s'a respins acțiunea ca nesustținută. Sentința i-a fost comunicată la domiciliul ales în ziua de 12 Decembrie 1921, iar dânsa a făcut apel la 6 Februarie 1922, acestea sunt faptele;

Având în vedere că intimatul a susținut că acest apel este tardiv, deoarece conform art. 78 din regulamentul legii agrare, care era în vigoare în momentul pronunțării sentinței apelate, el trebuia făcut în zece zile dela pronunțare;

Considerând că după art. 78 din regulamentul legii agrare, pus în aplicare la 6 Noembrie 1921, judecata unor asemenea cereri se va face de completul instanței în Camera de Consiliu, de urgență și cu precădere, hotărârea se va da fără opoziție și recurs, și numai cu apel, în termen de zece zile dela pronunțare;

Considerând că din cele ce preced reese, că art. 30 din legea agrară nu arată modul cum se va face judecata unor asemenea acțiuni, nici căile de atac și nici termenile înăuntrul cărora ea urmează să fie exercitată, toate acestea fiind prevăzute în art. 78 din regulamentul de aplicare a legii agrare, care e făcut în baza art. 156 din lege, după care era întocmit a se face un regulament de aplicare care va completa și lămuri în amănunt dispozițiunile prevăzute de lege;

Considerând că făcând astfel, regulamentul de aplicare al legii agrare e întocmit de puterea executivă, pe baza unui mandat sau a unei delegațiuni dată ei de către puterea legiuitoare, prin art. 156; întrucât prin art. 78 din regulament nu se modifică întru nimic art. 30 din lege, care nu cuprinde nimic relativ la judecata unor asemenea acțiuni, ci numai îl completează, dispozițiunile cuprinse în el au putere de lege, ele sunt obligatorii, așa că susținerile apelantei că ele ar fi neaplicabile în această privință, de oarece ar viola principiul separațiunii puterilor în stat, principiu înscris în art. 93 din Constituție, sunt neîntemeiate;

Având în vedere că tot neîntemeiate sunt susținerile apelantei, că acțiunea fiind intentată după dreptul comun, și căile de atac trebuiesc să fie acelea indicate de dreptul comun, după care termenul de apel e de două luni de la comunicarea sentinței, comunicare care în speță s'a făcut apelantei, după cererea intimatului;

În adevăr, dacă acțiunea a fost intentată după dreptul

comun, în urma intentării ei s'a pus în aplicare regulamentul legii agrare, care era deci în vigoare în momentul pronunțării sentinței, regulament căruia dânsa era obligată să se conformeze în ce privește termenul înăuntrul căruia putea să exercite dreptul de apel, termen care e de ordine publică, de oare ce este de principiu că în ce privește termenul în care urmează să se exercite căile de atac, sunt în totdeauna aplicabile dispozițiunile din legea care e în vigoare în momentul pronunțării sentinței; că fiind astfel, în speță, dispozițiunile art. 78 din regulament erau aplicabile și obligatorii, el având, cum s'a spus mai sus, putere de lege;

Imprejurarea că după cererea intimatului s'a comunicat apelantei copie după sentința primei instanțe, acea comunicare e inutilă din moment ce art. 78 din regulament prevede că termenul de apel e de zece zile și că el curge de la pronunțarea sentinței;

În fine, era necesar ca să introducă în regulament dispozițiunile mai sus arătate, care să completeze legea agrară, căci nu se putea lăsa ca judecarea unor asemenea cereri de reziliere, care sunt urgente prin natura lor, să se facă după procedura dreptului comun cu termene de judecată începătoare și cu căile de atac prevăzute de acea procedură;

Având în vedere că de și la prima instanță acțiunea intentată de Ana Gănescu s'a judecat de un singur judecător, în loc de a se judeca de completul ei, așa cum dispune art. 78 din regulament, totuși această eroare se putea repara înaintea instanței de apel, cu condiția ca apelul să fi fost introdus în termen;

Având în vedere că din cele ce proced, rezultă că toate obiecțiunile apelantei sunt neîntemeiate, că sentința apelată fiind pronunțată la 6 Decembrie 1921, iar apelul fiind introdus tocmai la 6 Februarie 1922, deci peste termenul de zece zile de la pronunțare prevăzut de art. 78 din regulamentul de aplicare al legii agrare, el e tardiv și urmează să fie respins ca atare.

Pentru aceste motive redactate de d-l Consilier G. A. Christof, Curtea respinge ca tardiv apelul, etc.;

(ss) C. Poenaru, G. Cristof, Niculescu-Dartanian, Bivolaru, Patriciu.

NOTĂ. — Curtea de Apel Craiova, secția I, s'a pronunțat în chestiunea regulamentului legii agrare, dacă în dispozițiunile sale, cari completează legea este constituțional. A decis afirmativ, fără însă ca în considerente să se dea o mai largă întindere chestiunii acestia de drept, care, azi, este foarte importantă.

Speța: Proprietarul ceruse Tribunalului rezilierea contractului de arendare, întrucât se expropriase din moșia sa mai mult de 25%. Cererea o făcuse după dreptul comun. La Tribunal pierduse. A făcut apel în termen de două luni de zile, după dreptul comun, dela comunicarea hotărârii.

La Curte s'a susținut, că apelul trebuia făcut în zece zile dela pronunțare, conform regulamentul legii agrare. Această părere, acolo, a triumfat; noi, suntem, însă, de părere contrară și socotim că Inalta Curte de Casație va hotărî definitiv în această chestiune, așa cum sunt principiile reale de drept în această privință.

Art. 30 din legea agrară spune:

«Contractele de arendare sunt desființate de drept pentru partea, sau pentru părțile de moșii expropriate, reducându-se proporțional și arenda, fără nici un fel de pretențiune din partea arendașului...»

Și nici un cuvânt, dacă această desființare de drept a contractului de arendare se cere printr-o acțiune, după dreptul comun, după legea proprietarilor ¹⁾, sau după o nouă cale specială.

Fiindcă în adevăr, legea agrară are multe lipuri prin art. 156 s'a prevăzut:

«Un regulament de aplicare va completa și lămurii în amănunt dispozițiunea prevăzută în această lege».

Acest articol, a dat ocazia, înaintea instanțelor judecătorești, ca chestiunea dacă regulamentul, care completează legea are vre un efect legal, să fie discutată și hotărâtă, cu totul contrar vechilor principii de drept, cunoscute, în deobște ²⁾.

Noi cunoaștem din Constituție, art. 93 al. 9:

«El (Regele) face regulamente necesare pentru executarea legilor, fără să poată vre-o dată modifica, sau suspenda legile, și nu poate scuti pe nimeni de executarea lor».

Mai știm din Codul penal, art. 385, al. 9:

«Se vor pedepsi cu amendă dela 5 până la 10 lei...; 9. Acei ce vor călca regulamentul făcut după lege, de către puterea administrativă, sau de către autoritatea municipală».

Doctrina și jurisprudența au lămurit, pe deplin aceste două articole și până înaintea războiului mondial, nu am găsit nici o controversă, în această privință.

Așa:

D-l Dissescu ³⁾ spune:

«Regele în exercițiul puterii lui de apreciere

1) Trib. Ot, prin hotărîrea No. 227/921, nepublicată, a decis, că acțiunea aceasta nu se poate introduce conform legii proprietarilor, fiindcă nu este chestiunea de reziliere unui drept, care să decurgă din însuș contractul de arendă.

2) Recunoaștem și noi, că din cauza vremilor turburi principiile de drept au evoluat în spre un nou drept consacrat de Casație: dreptul de necesitate; însă, socotesc că nu trebuie ajuns, până acolo, ca principiile fixe constituționale să fie violate.

Astăzi, cu regret, o declar, sunt instanțe judecătorești, cari violează și texte de legi, cu dispozițiuni precise și elare; — din această cauză, noi avocații suntem puși, într-o urită situație: nu mai putem da clienților consultațiuni sigure. Mobilitatea hotărîrilor ne înspăimîntă... Exemplu: la Tribunalul Dolj, secția I și a II a hotărît, după noua lege a chirii, că se aplică spor la contractele în curs; secția III a decis contrar. Și au pronunțat hotărîri numai trei judecători. Nu știu celelalte ce păreri vor avea?... Pentru noi, nesiguranța justiției, duce la neîncredere și de aci...

Este imperios necesar să fim atenți și să dăm semnalul de alarmă!

3) *Cursul de drept public român*, vol II, Socec, București, 1890, pag. 696. Vezi și *D. Alexandrescu*, I, ed. II. 1906, pag. 43, 62 și judecătoria ocol I, Galați (*Remus Benișache*), *Curierul Judiciar* 1904, pag. 43, pag. 363, care spune: «trebuie a se cerceta dacă regulamentul își găsește isvorul său, în vre-o lege, al cărui accesoriu trebuie să fie, și în baza căreia trebuie să existe,

în aplicarea legii, trebuie negreșit să respecte principiul separației puterilor. Regulamentul pe care El îl face nu trebuie să modifice nici să suspende legea. Ce ar mai însemna art. 32 din Constituție, când Capul Statului, fără consimțământul celorlalți doi factori, legislativi, ar putea să desființeze legile țării, printr'un simplu regulament? Așa de fundamental e acest principiu, că violarea lui a fost cauza revoluțiunii franceze dela 1830. Carol al X, după ce dizolvase Camera în care guvernul lui nu avea majoritate, dăduse atunci faimoasele ordonanțe asupra presei, violând legea, dar pretinzând și el și miniștrii (dați în urmă în judecată) că aceste ordonanțe erau date în virtutea dreptului ce are Capul Statului de-a face regulamente. *In practica judecătorească și administrativă, e un principiu de drept public constant, că orce regulament în contradicere cu legea, e nul și de nul efect.* Precum am văzut că o lege e inexistentă, și judecătorii sunt în drept să refuze aplicația ei, atunci când violează principii constituționale, tot astfel și cu regulamentele în contradicere cu legea».

D-l Paul Negulescu ⁴⁾ completează:

D-sa după ce face distincțiuni, admise în jurisprudență, între acte de guvernămînt și acte reglementare, spune:

«...Orce regulament trebuie să aibă ca bază un text de lege pe care să caute să-l aplice. Dacă s'ar face un regulament care ar crea obligațiuni și ar reglementa raporturi neprevăzute prin nici o lege, aceasta ar constitui o încălcare a atribuțiilor puterii legiuitoare din partea puterii executive și regulamentul ar fi ilegal⁵⁾; de asemenea, dacă, prin dispozițiile din regulament se derogă dela principiul stabilit prin lege, regulamentul e iarăși ilegal» (pag. 102).

Iar jurisprudența a decis în acelaș sens, citez dintr'o hotărîre, din cele mai bine redactate⁶⁾:

«...în ce privește actele reglementare ale puterii executive, art. 93, al. 9 din Constituție conferă puterii executive delegația de a face regulamente pentru executarea legilor, cu condiția ca prin acele regulamente să nu se modifice sau să se suspende legile, iar ca consecință, dreptul puterii executive în trecerea regulamentelor, urmează a fi mărginite numai la stabilirea amănuntelor de executare pentru împiedicarea piedicelor ce s'ar ivi cu această ocaziune.

«Că dacă regulamentul astfel făcut ar crea obligațiuni noi și ar stabili raporturi neprevăzute prin legea pentru aplicarea căreia a fost întocmit, el este ilegal, de oarece prin aceasta s'ar uzurpa

4) *Proiect de drept administrativ*, vol. I, Steinberg, București, 1906, pag. 100—105.

5) Speța noastră.

6) Trib. Brăila, s. II, din 30 Octombrie 1919, *Dreptul*, 1919, No. 5, pag. 58—60, decizia redactată de harnicul preșident C. Dumitrescu.

atribuțiunile puterii legiuitoare de către puterea executivă».

Și acum o întrebare : regulamentul legii agrare completând legea în privința termenului de apel zece zile dela pronunțare — care nu era cuprins în lege, este constituțional ?

Curtea de Apel din Craiova face un joc de cuvinte, cu o explicație specială : art. 30 din lege este completat de art. 78 din regulamentul însă nu este modificat !...

Nu este dilema revizuirii din «Scrisoarea pierdută» ?

DEM. D. STOENESCU,

Decanul Baroului din Dolj.

CURTEA DE APEL DIN GALAȚI SECȚIA II a

Audiența dela 26 Martie 1921

Președenția d-lui T. RADVAN, Consilier

Rada și Dumitru Calciu cu Ghiță Dumitrescu

Decizia civilă No. 27

Vânzare de imobil efectuată în timpul războiului. — Supus străin. — Act civil. — Dacă actele civile sunt cuprinse în prohibițiunile art. 1 din legea dela 22 Decembrie 1916 ?

Art. 1 din legea dela 22 Decembrie 1916 („Monitorul Oficial“ 22 Dec. 1916) prin cuvintele „operațiune comercială“ se referă numai la afacerile de natură comercială care sunt oprite a se face pe teritoriul Regatului român în raporturile cu supușii statelor vrășmașe, nu și cele civile, cum este în speță, un act de vânzare.

Această interpretare rezultă pe de o parte din însuși lucrările pregătitoare ale legii franceze, pe care noi am imitat-o, care cuprinde o expresiune generică „tout commerce“, adică orice afaceri de orice natură : civilă, comercială sau industrială, iar pe de altă parte din deosebire de redactare a legii noastre, care restrânge sfera numai la „afaceri comerciale“.

Această intențiune a legiuitorului mai rezultă și din titulatura capitolul I al legii, din care face parte art. 1, „despre interzicerea relațiilor comerciale cu supușii statelor cu care România se găsește în stare de război“, ceea ce implică în sine ideea că nu sunt prohibite decât raporturile comerciale.

Decretul-lege No. 3617 din 10 Dec. 1918, n'a voit să interpreteze sensul cuvintelor orice „operațiune comercială“ prohibită de art. 1 din legea dela 22 Dec. 1916, ci numai să determine persoanele în vederea cărora s'a edictat prohibițiunile, pe care decretul-lege No. 1480 din 9 Dec. 1917 le-a sancționat.

Curtea,

Asupra apelului făcut de Rada D. Calciu și Dumitru Calciu personal și ca soț pentru autorizare cu petiția înreg. la No. 28462 din 5 Noembrie 1920, în contra ordonanței prezidențiale No. 6586 din 23 Octombrie 1921, pronunțată conform dispozițiilor art. 1, 3 și 4 din legea din 22 Decembrie 1916 de Primul-președinte al Trib. Brăila s. I, prin care s'a admis cererea făcută de Ghiță Dumitrescu din Brăila și s'a anulat actul de vânzare autentificat de Trib. Brăila sub No. 1676 din 28 Iulie 1919, transcris sub No. 1550/919, cu privire la imobilul din Brăila str. Traian No. 13 pentru motivul că apelanții ce au cumpărat acel imobil sunt supuși bulgari;

Având în vedere că apelanții fiind supuși bulgari, după cum se constată din certificatele Poliției orașului

Brăila No. 4017 și 4086/920, căci deși în urma legii pentru controlul străinilor Dumitru Calciu a fost considerat de străin supus român, cum rezultă din adresa Prefecturii Poliției Brăila No. 7397 din 14 Iulie 1909, totuși posterior a renunțat la supușenia română în favoarea aceleia de origină prin aceea că a cerut și obținut autorizația Prefecturii jud. Brăila No. 840/918 de a fi considerat ca supus bulgar, după cum și-a procurat certificatul No. 2871/920 dela Legațiunea Elvețiană însărcinată cu protecția supușilor bulgari precum și pașaportul No. 422 din 8 Octombrie 1920, eliberat de Legațiunea bulgară din București, pe baza cărora i s'a eliberat biletul de liberă petrecere în țară No. 2347/920 valabil până la 21 Octombrie 1921, ceea ce nu mai lasă nici o îndoială asupra condițiunei sale juridice de supus bulgar care a fost imprimată prin căsătorie și soției sale; au susținut însă, că cumpărând dela intimatul Ghiță Dumitrescu imobilul din Brăila strada Traian No. 13, cu actul autentificat de Trib. Brăila sub No. 1676/919, nu a contravenit dispozițiilor art. 1 din legea din 22 Decembrie 1916, care oprește numai operațiunile comerciale și industriale făcute pe teritoriul Regatului român cu supușii țărilor inamice, nu și actele civile, cum este actul făcut de dânsii căruia prin urmare nu i se poate aplica sancțiunea nulității prevăzută de art. 3 ;

Având în vedere că România intrând în război cu țările vrășmașe a luat măsuri legislative cu privire la supușii statelor cu care se găsește în stare de război și la bunurile acestora, oprind cu totul pe teritoriul Regatului român prin art. 1 din legea decretată sub No. 3242 și publicată în „Monitorul Oficial“ din 22 Dec. 1916, orice operațiune comercială cu acești supuși făcută în mod direct sau prin persoană interpusă, sancționând prin art. 3 din lege cu nulitatea toate actele sau contractele ce s'ar încheia în contra acestei dispozițiuni ;

Având în vedere că stricto sensul prin cuvintele „operațiune comercială“ din art. 1 al legii din 22 Dec. 1916 se înțelege numai afacerile de valori comerciale cari sunt oprite a se face pe teritoriul Regatului român în raporturile cu supușii statelor vrășmașe, nu și cele de natură civilă cum ar fi actul de vânzare a cărui nulitate s'a pronunțat prin ordonanța prezidențială atacată cu apel, așa că dacă acesta este sensul legii apelanții sunt întemeiați în pretențiunile lor ;

Că pentru stabilirea sensului în care aceste cuvinte au fost trecute în lege, trebuie să ne referim la lucrările pregătitoare ale legii, a cărei obârșie o găsim în legiuirea franceză, care a servit de model și după care s'au tradus în România mai toate măsurile legislative luate în vederea războiului mondial în care găsim sub expresiunea „tout commerce“ prohibițiunea raporturilor cu supușii țărilor inamice cu Franța, ceea ce cuprinde în sine orice afacere de orice natură civilă, comercială sau industrială ;

Cu toată generalitatea termenilor în care s'a edictat această prohibițiune în Franța, nu se poate crede că în cuprinsul lor ar intra toate dar absolut toate afacerile de natură civilă și pentru aceasta nu este nevoie de a indica decât numai câteva acte de natură civilă ce ar putea creia raporturi de „commerce“ după sensul expresiunei franceze față de supușii țărilor inamice, aflător pe teritoriul Franței pe care nimeni nu le-ar socoti ca prohibite, fără a le imprima un caracter de xenotobie incompatibil cu gradul de civilizație al poporului francez, cum ar fi afacerile privitoare la procurarea de alimente, îmbrăcăminte sau de locuință, absolut indispensabile traiului, pentru că dacă s'au luat măsuri de represalii în contra supușilor țărilor inamice și a bunurilor lor în vederea și pentru necesitatea războiului, acestea nu au putut merge până la ridicarea vieții lor, afară de cazurile când siguranța statului ar fi fost în joc și pentru

cari s'au luat măsuri bine precizate, bine lămurite prin alte dispozițiuni de lege;

Așa fiind, cu atât mai mult nu se poate concepe, că măsurile luate în Franța în vederea războiului au putut trece în legislația română cu un caracter de xenofobie, căci ar fi fost în flagrantă contradicție cu spiritul larg de toleranță ce a domnit în România din cele mai vechi timpuri pentru străinii, cari s'au bucurat în totdeauna de libertatea cea mai deplină în privința persoanei, credinței și avutului lor ca și românii, afirmat cu multă tărie în manifestările internaționale ale tuturor oamenilor politici ai țării cari au împins și au luat parte la conducerea României în război și a măsurilor luate în vederea războiului, precum și cu firea românului adoptată sub înăurirea preceptelor religioase, celui mai înalt sentiment de umanitate ce se degajează prin nenumăratele monumente cu caracter de pietate și de caritate publică ridicate și presărate din cele mai îndepărtate vremuri peste toate meleagurile țării, în cari oricine se găsea în suferință fără deosebire de religie sau naționalitate și-au găsit un azil sau ajutorul trebuincios;

În lumina acestor idei și sentimente trebuie să căutăm intențiunea legiuitorului român atunci când a edictat legea din 22 Decembrie 1916 pentru măsurile de luat în contra supușilor statelor cu cari România intrase în stare de război și a bunurilor lor, adaptate și cu înaltele principii de dreptate pentru toate popoarele mari și mici în numele cărora s'a dezlănțuit groaznicul război european ale căror repercusiuni s'au întins până dincolo de marginele pământului;

Dacă așa este, nimic mai ușor nu era pentru legiuitorul român, care cunoștea însemnătatea cuvintelor „tout commerce” ce formau obiectul prohibițiunilor raporturilor cu supușii țărilor inamice în Franța precum și generalitatea raporturilor prohibite ce cuprindea, decât să traducă în legiuirea română aceiași ideie de generalitate prin cuvinte lămurite sau chiar echivalente cum ar fi „orice afacere de orice natură” sau pur și simplu „orice afacere” în care ar fi intrat atât cele civile cât și cele comerciale sau industriale, sau de orice natură ar fi fost, și dacă nu a făcut-o întrebându-l în mod restrictiv cuvintele „orice operațiune comercială” este de sigur pentru că a voit să restrângă pe teritoriul regatului cadrul prohibițiunilor raporturilor cu supușii statelor cu cari România intrase în război, numai la afacerile comerciale și industriale după cum s'arată în lege;

Această interpretare corespunde și principiilor generale de interpretare a dispozițiunilor prohibitive de legi, cărora se dă publicațiunea restrânsă numai la cazurile anume prevăzute în lege;

Dealtfel intențiunea legiuitorului român asupra sensului cuvintelor „orice operațiune comercială” din art. 1 al legii din 22 Dec. 1916, rezultă cu suficiență din expunerea de motive a legii, care justifică măsurile luate față de supușii statelor, cu care țara noastră se găsește sau s'ar găsi în stare de război, cum și față de patrimoniul societăților sau supușilor acelor state, tratând, în cap. I al legii, sub care este înscris art. 1. „despre interzicerea relațiunilor comerciale cu supușii statelor cu care România se găsește în stare de război, ceea ce implică în sine ideia că nu este vorba în această lege de prohibițiunea altor raporturi decât cele comerciale;

Dar s'a zis că prin decretul-lege No. 3617 din 10 Dec. 1918 interpretându-se cuvintele orice „operațiune comercială” cu supușii sau casele comerciale sau industriale aparținând statelor cu cari România se găsește în stare de război din art. 1 al legii din 22 Dec. 1916, s'a stabilit, că se cuprinde orice operațiune, acte, sau contracte de înstrăinare sau constituire de orice fel de

drepturi, ceea ce însă este cu totul neexact, pentru că prin acest decret-lege nu s'a voit a se interpreta sensul și natura actelor prohibite de art. 1 al legii, la cari se referă, ci numai al persoanelor în vederea cărora s'a luat acele măsuri prohibitive, explicându-se că prohibițiunea acelor acte se aplică și la cele făcute cu inamicul nu numai cu supușii lor, iar mai departe lămurește că prin inamic se înțelege atât administrația sa militară, economică sau politică, cât și delegații, reprezentanții, prepușii militari sau civili autorizați sau neautorizați, cărora a înțeles a li se interzice prin decretul-lege No. 1480 din 9 Decembrie 1917, săvârșirea oricărui fel de acte în teritoriul ocupat, sub sancțiunea nulității și a confiscării bunurilor ce au făcut obiectul acelor tranzacțiuni în folosul statului;

Așa dar, cumpărarea imobilului din Brăila str. Traian No. 13, făcută de apelanți prin actul autentificat de Trib. Brăila la No. 1676 din 28 Iulie 1919, fiind o operațiune de natură civilă, nu comercială, nu este cuprinsă în prohibițiunea art. 1 din legea din 22 Decembrie 1916 și deci nu i se poate aplica sancțiunea nulității din art. 3 al acelei legi, așa că apelul găsindu-se întemeiat urmează a fi admis, ordonanța prezidențială No. 6586 din 1920 a Trib. Brăila, reformată, iar intimatul Ghiță Dumitrescu ce cade în proces, condamnat conform art. 140 pr. civ. a suporta cheltuielile de judecată cauzate apelanților pentru susținerea acestui proces cu timbrele și plata de avocați, ce se apreciază la suma de 300 lei.

Pentru aceste motive redactate de d-l consilier V. Bălășescu, Curtea admite apelul etc.

(ss) T. Radvan ; V. Bălășescu ; I. Pârvulescu.

Grefier (s) I. Serafimovici.

TRIBUNALUL IALOMIȚA SECȚIA II-a

Audiența dela 11 Februarie 1921

Președenția d-lui AUREL TEODORESCU, Președinte

Nicolae T. Gheorghe cu Ion D. Apostol

Sentința civilă No. 15

Judecătorie de ocol. — Acțiune. — Valoarea litigiului 3000 lei. — Timbru. — Acțiune insuficient timbrată, însă primită de judecător și admisă. — Apelare. — Dacă se poate anula acțiunea? — Art. 111 pr. civilă. — Art. 21 al. 1 și 49, 50 al. 1 și 81 din legea timbrului.

Conform art. 50 din legea timbrului o acțiune insuficient timbrată se poate complecta cu timbre mobile, însă până la valoarea de zece lei; ori în speță, valoarea impropriului fiind mai mare de 10 lei, nu se mai putea anula timbre mobile.

Legea timbrului fiind de strictă interpretare, nesocotirea dispozițiunilor ei atrage pe lângă penalitățile funcționarului, în specie, judecătorul de ocol, care n'a vegheat la stricta ei interpretare și nulitatea actelor insuficient timbrate. Această nulitate se poate invoca în ori ce fază a procesului, chiar la Curtea de Casație.

Tribunalul,

Asupra incidentului ridicat de apelant prin care tinde la anularea acțiunii care nu este suficient timbrată;

Având în vedere apelul făcut de Nicolae T. Gheorghe din comuna Jegălia contra cărții de judecată No. 112/920 a judecătoriei ocol. rural Fetești, prin care s'a admis acțiunea civilă intentată contra sus numitului apelant, de către Ion D. Apostol din comuna Petroiu și s'a obligat apelantul să restituie intimatului una noatină cu

semnele prevăzute în acțiune sau să plătească valoarea ei de lei 3000;

Având în vedere că acțiunea este făcută pe timbru încrustat de zece lei, la care s'a mai aplicat două timbre mobile de câte cinci lei în scopul de a se completa valoarea timbrului de 20 lei, pe care timbru urma să fie făcută acțiunea care are o valoare de 3000 lei;

Având în vedere că conform art. 50 din din legea timbrului pusă în aplicare la 15 Mai 1920, adică anterior intentării acțiunii, deși se pot aplica timbre mobile până la completarea timbrului de lei zece, această are loc numai în cazul când valoarea impositului nu va trece peste suma de lei zece, aceia ce nu are loc în speță, căci acțiunea urma să fie pe timbru de două zeci lei prevăzut de art. 21 legea timbrului, așa că valoarea impositului era mai mare de zece lei și pentru completarea valorii acestui imposit, nu se mai putea anula timbre mobile;

Având în vedere că legea timbrului fiind de strictă interpretare, atunci când dispozițiunile ei au fost înfrânate sau nesocotite, pe lângă penalitățile ce își atrag funcționarii cari nu au vegheat la stricta ei interpretare, prevede și nulitatea actelor care nu au fost suficient timbrate;

Considerând că nulitatea actelor insuficient timbrate constituie o restricțiune luată într'un scop de interes general, acel al fiscoi, așa că poate fi ori când ridicată și în orice fază a procesului și chiar în Casație;

Pentru aceste motive, redactate de d-l Președinte A. Teodorescu, Tribunalul admite apelul, anulează acțiunea etc.

(ss) A. Teodorescu, Ion St. Aslan

NOTĂ.— Sentința de față, deși în aparență juridic motivată, însă omite a discuta chestiunea ridicată de intimatul Ion D. Apostol, *dacă în apel se poate anula o acțiune ca netimbrată, când a fost primită de judecător, judecată și admisă, și interpretează greșit art. 111 pr. civilă și 81 din legea timbrului.*

În adevăr, art. 111 pr. civ. prevede că orice cauză de nulitate în privința actelor de procedură privitoare la cererile de legarea instanței prin acțiuni... etc. este stinsă, dacă nu se propune înaintea ori cărei apărări asupra fondului.

Insuficiența timbrării acțiunii era după legea timbrului o cauză de nulitate a ei.

La prima instanță părțile au fost față, au audiat martori s'au luat interogatorii și în baza probelor administrate, judecătorul a admis acțiunea.

Pentru reclamant era un drept intrat definitiv în patrimoniul lui, în ce privește primul grad de jurisdicție.

Partea adversă, nu numai că n'a propus nulitatea acțiunii în *limine litis* dar nici în timpul când procesul a fost pendinte înaintea primei instanțe și nici judecătorul n-a ridicat chestiunea din oficiu.

Putea tribunalul, în apel, să priveze pe parte de un drept câștigat, — hotărârea primei instanțe, — înaintea ori cărei apărări asupra fondului, nulitatea fiind stinsă prin tăcerea părților, conform art. 111 pr. civilă? Nu, căci sancțiunea insuficienței timbrării a acțiunii, cum e în speță, este pre-

văzută de un text precis, art. 81 din noua lege timbrului (84 din vechea lege). Acest text este clar: „*funcționarul care a primit un act insuficient timbrat și îi va da curs (în speță judecătorul de ocol) se pedepsește cu amendă, de către fisc.*”

Când deci, actul insuficient timbrat a fost primit din eroare de judecător, dacă această nulitate deși de timbru n-a fost ridicată „*in limine litis*”, ea este stinsă prin tăcerea părților și nu mai poate atrage nulitatea acțiunii admise în speța cărții de judecată, ci numai penalități pentru contravenienți, pentru funcționarul care a primit actul.

În acest sens s'a pronunțat și Înalta Curte de Casație, secția II, decizia civilă No. 55 bis din 4 Martie 1914, respingând recursul contra sentinței civile No. 270/913 tot a trib. Ialomița, în speța că citația pentru termenul când s'a pronunțat sentința era insuficient timbrată.

Credem că, acestea erau adevăratele principii pe care redactorul sentinței No. 15/1921, deși unul din cei mai distinși magistrați ai tribunalei locale, trebuia să le aibe în vedere.

ARISTID ECONOMESCU

Avocat al Statului

JUDECĂTORIA OCOL. I URBAN BUCUREȘTI

Audiența dela 17 Iulie 1922

Președenția d-lui VICTOR MANOLESCU, Judecător Florica Crăsnaru prin avocatul Al. Sabaru cu Ecaterina Irimescu prin avocatul Al. Velescu

Ca te de judecată civilă No. 771

Evacuare. — Terțiu contestator. — Necesitatea unui fundament juridic al contestației. — Soție divorțată. — Lipsa oricărui drept de a ocupa imobilul părăsit de soțul locatar.

Simpla situație de terțiu față de o sentință de evacuare intervenită între proprietar și chiriaș, chiar însoțită de ocuparea de fapt a imobilului, nu justifică opunerea la evacuare dacă nu e fondată pe un titlu juridic personal contestatorului.

Orice act al soțului chiriaș e opozabil soției și în genere familiei sale, cari au domiciliul legal unde-l fixează soțul. În timpul căsătoriei soția nu are nici o calitate a ataca actele, chiar vexatorii făcute de soț în deplinătatea facultăților sale mintale. Ea e obligată a urma pe soț și în caz de refuz al acestuia de a o primi poate cere alimente, în cari se cuprinde și o locuință convenabilă.

După divorț soția nu mai are nici un titlu de a ocupa imobilul soțului, care o poate expulza manu militari, iar dacă soțul a evacuat imobilul ce ocupa ca chiriaș, fosta soție nu are nici un drept a continua să l ocupe.

Primirea chiriei în timpul căsniciei dela soție, chiriaș fiind soțul, nu implică o novatiune prin recunoașterea tacită de chiriașă a soției, neputând exista două contracte în același timp pentru acelaș

imobil și soția neavând calitatea a schimba convenția soțului.

Numai primirea chiriei dela soție după transcrierea divorțului și cu deplina cunoaștere a acestui fapt ar putea după împrejurări, fi considerată ca un nou contract.

O astfel de contractare ar fi însă nulă dacă nu a fost aprobată de oficiul de închiriere.

Judecata,

Asupra contestației introduse de Florica Crăsnaru înreg. sub No. 9440/922;

Având în vedere că din actele din dosar și susține rile părților se constată în fapt următoarele:

La 20 Mai 1922 prin cartea de judecată No. 483/922 s'a pronunțat de această judecatorie rezilierea contractului de închiriere vizat la No. 2463/922 de Adm. Fin. a Capitalei între Ecaterina Irimescu și Carol Irsa, în urma decarației acestuia din Aprilie 1922 aflată în copie la dosar, prin care renunță la apartamentul din str. Rozelor 25, așa cum îl ocupa prin sus zisul contract, redus prin scrisoarea din 8 August 1920, punându-l la dispoziția proprietarei pe ziua de Sf. Gheorghe 1922;

Partile renunțând la apel, cartea de judecată No. 483/922 se investește cu formula executorie și se pune în executare;

La această executare se face contestație de D-na Florica Crăsnaru, care cere a locui în apartamentul ocupat de Carol Irsa invocând în contestația sa următoarele trei motive:

1. Că ar fi terță persoană față de acțiunea dintre Ecaterina Irimescu și Carol Irsa și deci cartea de judecată No. 483/922 nu i-ar fi opozabilă;

2. Că această carte de judecată ar fi fost obținută prin convență între Ecaterina Irimescu și Carol Irsa;

3. Că ar fi locatară a imobilului din Str. Rozelor 25;

Având în vedere că toate aceste trei motive sunt nefondate pentru următoarele considerațiuni:

1. În ce privește calitatea de terță persoană a contestatoarei față de cartea de judecată No. 483/921 obținută de Ecaterina Irimescu și Carol Irsa;

Având în vedere că în fapt este incontestabil că Florica Crăsnaru, nefiind citată în acțiunea dintre Ecaterina Irimescu și Carol Irsa, este față de sentința obținută între aceștia o terță persoană;

Având în vedere însă că pentru ca o terță persoană să se poată opune executării unei hotărâri judecătorești ce se îndeplinește întruiva uneia din părțile ce au figurat în procesul terminat prin hotărârea ce se execută, simplul considerent de fapt că este un terțiu întrucât nu a figurat și el în cauză, nu este suficient;

Având în vedere, într'adevăr, că nu stări de fapt pot împiedica executarea unei hotărâri judecătorești, ci nu mai o stare de drept, care să dea terțiului calitatea și interesul legitim fără de care opunerea sa la executare nu constituie decât un act de rea credință, de natură a da loc la daune în folosul celui împiedicat în executarea hotărârii prin opunerea arbitrară a terțiului;

Având în vedere deci că pentru a împiedica executarea unei sentințe definitive, terțul este dator să dovedească nu numai faptul că n'a luat parte la judecarea ei, dar încă că prin executarea, de care se plâng, i s'ar vătămă un drept, a cărui existență trebuie dovedită în sprijinul contestației sale (în acest sens Cas. rom. s. II decizia civilă No. 31/921 publicată în Jurisprudența Română No. 10/921, pag. 139 No. 114);

Având în vedere că a admite contrariul ar fi să pa-

ralizăm executarea hotărârilor judecătorești, aducând astfel o perturbare relațiilor sociale și respectului lucrului judecat, ce ar putea fi eludat prin simpla opunere succesivă a unui nesfârșit număr de persoane ce n'au luat parte la judecarea pricinii, dar cari fără a avea vreun titlu juridic, s'ar opune la executare, împiedicând în mod abuziv realizarea drepturilor recunoscute de justiție;

Având în vedere deci că simplul fapt că Florica Crăsnaru nu a figurat ca parte în procesul dintre Ecaterina Irimescu și Carol Irsa nu este suficient a face admisibilă contestația sa, cât timp nu se dovedește un titlu juridic propriu care să facă această contestație fondată pe o calitate și un interes legitim propriu;

Că, deci, primul motiv de contestare este neintemeiat și cătă a fi respins;

În ce privește al doilea motiv al contestației formulat pe o convență ce ar fi fost între Ecaterina Irimescu și Carol Irsa pentru a obține cartea de judecată la a cărei executare se face contestație de Florica Crăsnaru;

Având în vedere că contestatoarea afirmând acest fapt nu a făcut și nici nu a cerut să facă vre-o dovadă a lui;

Că deci acest căpăt de cerere ar urma să fie în orice caz respins ca nedovedit;

Având în vedere că chiar dacă ar fi fost dovedită această pretinsă convență, încă nu ar avea nici o înrăurire asupra soartei contestației pentru îndoitul considerent:

1. Că nu poate fi vorba de legarea unui drept cât timp acest drept nu este dovedit, așa că chestiunea s'ar reduce tot la probarea titlului juridic al contestatoarei;

2. Că orice act al fostului soț, vătămător fostei soții, nu este în definitiv decât un fapt care ar putea, după împrejurări, da loc unei simple acțiuni în daune între foștii soți, fără a se putea repercuta asupra actului juridic în sine încheiat între fostul soț și proprietara sa, act întrunind toate condițiunile de validitate;

Că, deci, rezilierea contractului de închiriere intervenită între Ecaterina Irimescu și Carol Irsa nu poate fi atacată, rămânând ca Florica Crăsnaru, dacă se crede lezată prin faptul fostului său soț Carol Irsa, să intente acțiune acestuia, fără a putea formula vreo pretențiune asupra rezilierii însăși a contractului de locațiune dintre proprietară și fostul său soț;

Având în vedere că dacă în timpul căsătoriei soția nu are nici o calitate a ataca actele făcute de soțul său în deplinătatea facultăților sale mintale, soțul având dreptul exclusiv și absolut a-și fixa unde și cum vrea domiciliul și a face orice acte juridice în acest sens, cu simplul drept al femeii de a cere să fie primită de soț în domiciliul său, iar în caz de refuz sau părăsire, de a cere alimente în cari intră și locuința, cu atât mai mult după divorț când foștii soți nu mai au unul contra altuia nici un drept, afară de cele derivând din contractul matrimonial, care nu există în speță și când soția, nemai având nici un drept a mai continua să șada în imobilul soțului, care o poate chiar expulza manu militari dacă refuză a-l părăsi, cu nici un chip nu poate să se plângă de actul juridic prin care fostul soț dispune cum vrea de locuința sa. (În acest sens: Conduratu, Codul închirierilor, p. 186; Trib. Ilfov s. I, sentința 805 bis din 22 Oct. 1920 în Curierul Judiciar No. 9/921 cu nota d-lui prof. univ. Al. Cerban, precum și cartea de judecată 158/922 a acestui ocol confirmată prin sentința 258/922 a Trib. Ilfov s. II);

Că, deci, din toate aceste considerațiuni, al doilea motiv al contestației făcute de Florica Crăsnaru, cătă a fi deasemenea respins;

În ce privește al treilea și ultimul motiv de contestație, prin care contestatoarea Florica Crăsnaru pretinde a avea un drept de locațiune asupra apartamentului din str. Rozelor 25:

Având în vedere că în sprijinul acestui motiv contestația susține:

1. Că este chiriașă a imobilului din str. Rozelor 25 în baza unui contract de locațiune intervenit între dânsa și d-na Elena Mihăescu în timpul ocupațiunei;

2. Că în orice caz este din nou chiriașă, deoarece proprietara ar fi primit chirie dela contestatoare;

Având în vedere că ambele aceste afirmațiuni sunt nălmădate;

Considerând într'adevăr:

1. Că în ce privește contractul de închiriere intervenit între Florica Irsa (azi după divorț Crăsnaru) și Elena Mihăescu, situația de fapt este următoarea:

În timpul ocupațiunei inamice, o d-nă Elena Mihăescu, improvizându-se administratoare a imobilului din str. Rozelor 25, a cărui proprietară d-na Ecaterina Irimescu era refugiată în Moldova, unde soțul său, ofițer activ, era mobilizat, închiriașă un apartament al aceluși imobil d-nei Florica Irsa, rămasă în teritoriul ocupat, dar al cărei soț, Carol Irsa, era mobilizat în Moldova;

După terminarea războiului d-na Irimescu se înapoiază văduvă de război și Carol Irsa revine cu trupele române;

Împiedecată de legea măsurilor excepționale a face vre-o acțiune contra lui Carol Irsa, d-na Irimescu încheie cu el un contract de închiriere pentru imobilul din str. Rozelor 25, contract reziliat prin cartea de judecată, a cărei executare se contestă de Florica Crăsnaru;

În 1920, în urma decretului-lege din 2 Aprilie, d-na Irimescu îndreaptă o acțiune în reziliere și evacuare în contra Floricăi Irsa, formând obiectul dos. 1781/920 al acestei judecătoriai;

În apărarea sa, Florica Irsa opune excepțiunea că ea nu e chiriașă, ci soțul său Carol Irsa, că acesta domiciliază în imobil și plătește chirie și că dânsa, Florica Irsa, nu se prevalează de contractul ce a avut cu Elena Mihăescu și care a căzut de drept prin contractul dintre Ecaterina Irimescu și Carol Irsa, așa că Florica Irsa declară că stă în imobil în calitate exclusivă de soție a lui Carol Irsa și ca atare nu poate fi evacuată cât timp nu a intervenit o sentință definitivă de divorț;

Acest mod de a vedea este admis de Comisiunea arbitrală care prin cartea de judecată No. 1241/920 admite opoziția făcută de Florica Irsa și constată că contractul dintre Florica Irsa și Elena Mihăescu a fost reziliat de bună voie, că deci singurul contract existent e cel dintre Ecaterina Irimescu și Carol Irsa, că Florica Irsa nu mai e chiriașă, ci stă în calitate de soție a lui Carol Irsa și în această calitate are dreptul a locui până la judecarea definitivă a procesului de divorț;

Având în vedere că această carte de judecată din 28 Iulie 1920 dată contradictoriu cu Florica Irsa azi Crăsnaru și după însăși afirmațiunile sale a rămas definitivă, fapt necontestat de părți;

Că deci, nu mai poate fi invocat un contract a cărui desființare este constatată printr-o hotărâre judecătorească definitivă, și prin urmare afirmațiunea contestatoarei că e chiriașă în baza acestui contract este nefondată;

Că pe de altă parte divorțul dintre Carol Irsa și Florica Irsa, azi Crăsnaru, s'a transcris la 1 Februarie 1922 la Oficiul Stărei Civile din București;

Că prin urmare din acest punct de vedere și al treilea motiv de contestație este nefondat și cată a fi respins;

În ce privește afirmațiunea făcută de Florica Crăsnaru că s'ar fi încheiat un nou contract cu intimata

Ecaterina Irimescu, invocându-se în acest sens o chitanță din 1921 prin care proprietara confirmă primirea dela Florica Irsa a unei rate de chirie;

Având în vedere că din această chitanță nu se poate trage dovada unui contract de închiriere intervenit între contestatoare și intimată, care nu recunoaște un astfel de contract, iar Carol Irsa la interogatoriul ce i s'a luat a declarat că nici o dată nu a subînchiriat cuiva, simplul fapt de a fi primit chiria prin Florica Irsa în timpul în care era încă soția locatarului Carol Irsa, al cărui contract de închiriere, era în executare, neputând da naștere altui contract de închiriere;

Având în vedere că cu nimic nu se dovedește de contestatoare că după 1 Februarie 1922, adică după transcrierea divorțului, intimata proprietară ar fi primit dela contestatoarea Florica Crăsnaru vre-o chirie, ci dimpotrivă din însuși faptul că aceasta a depus o sumă de bani față cu refuzul intimitei de a o considera chiriașă și de a primi vre-o chirie după transcrierea divorțului, rezultă contrariul celor afirmate de contestatoare. În acest sens decizia 146/921 a Curții de Apel din București s. IV-a;

Având în vedere că de altfel un nou contract nici nu s'ar fi putut face fără știința și încuviințarea oficiului de închiriere, în lipsa căruia ar fi fost nul;

Că deci contestația nu a făcut cu nimic dovada că ar fi personal locatară a imobilului din str. Rozelor 25 și prin urmare și al treilea motiv al contestației e nefondat și cată a fi respins;

Având în vedere că nici calitatea de funcționară publică a contestatoarei nu poate avea vre-o înrăurire asupra soartei contestației de oarece legea din 14 Apr. 1922 ocrotește numai pe funcționarii publici chiriași, iar nu și pe deținătorii de fapt, fără titlu juridic cum e în speță.

Pentru aceste motive, respinge ca nefondată contestația făcută de Florica Crăsnaru, etc.

Judecător (ss) V. Manolescu.

Grefier (ss) G. Cristescu.

NOTĂ. — Cartea de judecată civilă cu No. 771 din 1922 a Judecătoriai ocol. I București, pe care o publicăm, înfățișează calități de fond și de formă ce necesită să fie relevate, ca o nemerită satisfacție pentru modestul magistrat care și-a dat osteneala să cerceteze cu toată atențiunea cuvenită interesele chestiuni de drept supuse judecăței sale, să le soluționeze cât se poate de juridic, și, ceea ce este mai lăudabil, să-și motiveze în mod strălucit soluțiunea dată. E drept că dispozitivul ca și considerentele se sprijină pe o jurisprudență anterior creiată de Trib. Ilfov s. I, prin sentința cu No. 805 bis din 22 Oct. 1920 (v. *Curierul Judiciar* No. 9/921 și larga adnotație a distinsului nostru coleg d-l prof. Al. Cerban) și care a fost urmată de Judec. ocol. I Buc. prin cartea de judecată No. 158 din 10 Februarie 1922 confirmată de Trib. Ilfov s. II prin sentința civilă No. 258 din 24 Aprilie 1922; dar în precedentul jurisprudențial menționat de d-l judecător Manolescu n'a putut găsi decât un reazăm în soluția dată, toate celelalte calități ce caracterizează motivarea îi sunt proprii. Sunt de altfel și alte chestiuni de drept și de fapt cu totul noi în speța judecată și cari

se impun deopotrivă atențiunii, atât din punctul de vedere al expunerii cât și ca argumentare. Ne facem o plăcere să constatăm și să spunem acest lucru.

IPER.

RECENZIE

P. Petrini-Paul. — De l'insécurité dans les transactions immobilières.

Monografia, concisă și documentată e o clară expunere a actualei stări de lucruri în materia asigurării tranzacțiilor imobiliare pentru terții dobânditori de drepturi reale și o eloquentă și convingătoare pledoarie de actualitate în urma exproprierii în favoarea sistemului cărților funduare.

Autorul arată legătura între un bun sistem de publicitate a transmisiunilor imobiliare și valoarea însăși a imobilelor, expunând deosebiri în sistemul de *simplă publicitate* — în vigoare la noi — și sistemul de *legalitate*, care asigură deplină liniște a dobânditorului de drepturi reale prin garanția oficială a situațiunii juridice a imobilului.

Referindu-se la lucrările importante ce s'au făcut în Franța de comisiunea extraparlamentară a cadastrului și la situația creiată pe deoparte prin unirea Ardealului, care are sistemul *legalității*, în materie de mutațiuni imobiliare, iar pe de altă la exproprieria marilor proprietăți și improprietărea pe mici parcele, a căror măsurătoare se efectuează acum, autorul ne arată actualitatea și posibilitatea realizării reformei și la noi.

Analizând amănunțit sistemul de publicitate în dreptul frances (de care se apropie și al nostru, cu micile deosebiri arătate într'un paragraf special), autorul arată că un mare număr de titluri de dobândire imobiliară nu sunt supuse transcripțiunii, că toate cauzele de rezoluțiune a titlului de proprietate rămân oculte și că toate remediile în limitele actualului sistem sunt simple paliative.

După o expunere a dreptului comparat (belgian, italian și român în deosebi), ni se expune pe larg sistemul german și australian (Act Torens) precum și organizarea și efectele juridice și economice salutare pe care le-au avut aceste sisteme asupra siguranței tranzacțiunilor imobiliare în țările respective.

Monografia se termină cu speranța că reforma sistemului de publicitate în materie imobiliară se va realiza cât mai curând și la noi.

Pentru noi, cari am ajuns să vedem nu numai inconvenientele actualului sistem, dar și lipsa de grijă până și în conservarea sau refacerea registrelor distruse sau rău întreținute, rămâne din citirea cu plăcere și folos a monografiei d-lui Petrini-Paul, altă speranță: aceea că generația de tineri juriști va continua și desăvârși munca celor ce au precedat-o.

ALEX. VELESCU.

JURISPRUDENTĂ STRĂINĂ

Lucru judecat. — Accident de tramvai. — Ordonanță de neurmărire. — Acțiune civilă.

Călătorul rănit într'un accident de tramvai are dreptul să intente acțiune în daune interese contra companiei proprietare a tramvaelor înaintea tribunalului civil, fără a fi împiedicat de faptul că instrucțiunea penală des-

chisă în urma accidentului a fost închisă prin ordonanță de neurmărire. (*Tribunalul Toulouse, 2 Aprilie 1917, — v. Gaz. Trib. Midi 13 Mai 1917, Rec. Ass. 1918. 53; Gaz. Trib. 7 Sept. 1917: Nouv. rev. synth. 1920, No. 395 p. 51*).

* * *

Abuz de încredere. — Bancher. — Titluri remise spre acoperire. — Definire a excedentului.

Se face vinovat de abuz de încredere bancherul care după ce a vândut titlurile ce i s'au dat spre acoperirea creditului său, reține în mâinele sale excedentul realizat asupra soldului debitor al clientului său. Oferta de a restitui făcută în cursul instrucțiunii este inoperantă. (*Trib. cor. Seine 2 Dec. 1913, v. Droit, 1915, p. 451*).

* * *

Mandat. — Abuz. — Vânzare de bijuterii. — Sumă depășind 150 lei. — Inceput de probă scrisă. — Probă testimonială.

Când bijutierul, căruia i s'a dat însărcinarea de a vinde bijuterii, le dobândește personal pe un preț derizoriu simulând o vânzare fictivă către un terțiu pretenom, el se face culpabil de abuz de mandat. Mandantul poate stabili cu martori aceste fapte, precum și existența mandatului, chiar dacă suma e superioară cifrei de 150 lei dacă există un început de probă scrisă făcând verosimilă imputarea ce se aduce mandatarului. (*C. Apel Caen, 18 Oct. 1918, Rec. Caen 1919, 178, Nouv. rev. synth. 1920, No. 5 p. 1*).

* * *

Act de comerț. — Comisionar-voiajor.

Comisionarul-mesager, care circulă în toate zilele între două localități spre a duce pachetele clienților săi, face acte de comerț și este justițiabil de Tribunalele comerciale. (*Trib. Bordeaux, 30 Martie 1914, Rec. Bordeaux, 1914, 3, 91*).

* * *

Garanție. — Nepredare. — Ridicarea mărfii vânzătorului de un terțiu. — Chemare în garanție. — Competență.

Când un terțiu, ridicând în mod abuziv mărfurile aparținând vânzătorului, împiedică predarea acestor mărfuri, este susceptibil de a fi chemat în garanție înaintea instanței principale ce judecă acțiunea de daune derivând din nepredarea mărfii. (*Cass. fr. 12 Martie 1913, Dalloz 1916, 1. 238*).

A apărut în Editura Tip. „CURIERUL JUDICIAR”

CODUL INCHIRIERILOR

cuprinzând Noua Lege a Chiriilor, comentată

de d-nii GR. CONDURATU, Consilier la Curtea de Apel, I. GR. PERIETEANU, și ALEX. VELESCU, Avocați, și însoțită de Desbaterile parlamentare, Expunerea de motive, Circulara ministerială din 10 Mai 1922 și de întreaga legislație excepțională referitoare la materie.

Volumul cuprinzând, 19 coale tipar (300 pagini), **prețul s'a fixat la lei 50.**

Depozit la CURIERUL JUDICIAR, Rahovei 5, București.

Comandele se execută numai contra cost. La mandat se va adăuga lei 4 pentru transport recomandat.